



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 85 de l'ordre du jour provisoire*

Portée et application du principe de compétence universelle

Portée et application du principe de compétence universelle

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport fait suite aux résolutions [77/111](#) et [78/113](#), dans lesquelles l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport dans lequel il examinerait toutes les communications des États Membres et des observateurs concernés, ainsi que les vues exprimées au cours des débats de la Sixième Commission, depuis sa soixante-deuxième session et recenserait les points de convergence et de divergence éventuels sur la définition, la portée et l'application du principe de compétence universelle, pour examen par la Commission.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport fait suite aux résolutions [77/111](#) et [78/113](#), dans lesquelles l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport dans lequel il examinerait toutes les communications des États Membres et des observateurs concernés, ainsi que les vues exprimées au cours des débats de la Sixième Commission, depuis sa soixante-deuxième session et recenserait les points de convergence et de divergence éventuels sur la définition, la portée et l'application du principe de compétence universelle, pour examen par la Commission.

2. Inscrite à l'ordre du jour de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale à la demande de la République-Unie de Tanzanie agissant au nom du Groupe des États africains¹, la question intitulée « Portée et application du principe de compétence universelle », qui figure depuis à l'ordre du jour de l'Assemblée, est renvoyée tous les ans pour examen à la Sixième Commission.

3. Comme prescrit par les résolutions [77/111](#) et [78/113](#), le présent rapport s'inspire des communications émanant des États Membres et des observateurs concernés², ainsi que des vues exprimées lors des débats de la Sixième Commission, telles que consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants de l'Assemblée et, de ce fait, rend compte des seules prises de position et observations formulées par les États Membres et les observateurs concernés par écrit ou oralement lors des séances plénières de la Commission.

4. Depuis qu'elle a commencé à examiner la question à la soixante-quatrième session de l'Assemblée, la Commission a entendu des représentants s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des États africains, de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), des États membres de l'Union européenne, du Groupe de Rio, du Groupe des États arabes, de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), des pays nordiques, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, des États baltes, de l'Autriche, de la Tchéquie et de la Slovaquie. Elle également entendu des représentants des États suivants : Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini³, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Kenya, Lesotho, Liban, Libye⁴, Liechtenstein, Malaisie, Mali, Maurice, Maroc, Mexique, Mozambique, Myanmar, Pays-Bas (Royaume des)⁵, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République dominicaine, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchéquie⁶, Thaïlande, Togo, Tunisie, Türkiye⁷, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne

¹ Voir [A/63/237/Rev.1](#).

² On trouvera le texte intégral des communications sur le site Internet de la Sixième Commission.

³ Précédemment « Swaziland » (jusqu'au 19 avril 2018).

⁴ Précédemment « Jamahiriya arabe libyenne » (jusqu'au 16 septembre 2011).

⁵ Précédemment « Pays-Bas » (jusqu'au 3 mars 2023).

⁶ Précédemment « République tchèque » (jusqu'au 17 mai 2016).

⁷ Précédemment « Turquie » (jusqu'au 31 mai 2022).

du), Viet Nam, Zambie et Zimbabwe. Ont en outre été entendus les observateurs de l'État de Palestine et du Saint-Siège, ainsi que la délégation observatrice du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). On trouvera sur le site Internet de la Sixième Commission la liste complète des sessions de l'Assemblée générale à l'occasion desquelles les délégations se sont prononcées sur la question⁸.

5. Depuis la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, ont soumis par écrit des informations et observations sur la portée et l'application du principe de compétence universelle les États suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Chypre, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Hongrie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Kenya, Koweït, Kirghizistan, Liban, Lituanie, Malaisie, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Thaïlande, Togo, Tunisie, Türkiye, Turkménistan, Ukraine, Viet Nam et Zimbabwe. Ont également soumis des informations et observations sur la question les organisations suivantes : Union africaine, Conseil de l'Europe, Union européenne, Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)⁹, CICR, Organisation maritime internationale (OMI), Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ). On trouvera sur le site Internet de la Sixième Commission la liste complète des sessions de l'Assemblée lors desquelles les délégations ont soumis des informations et observations, ainsi que le texte intégral de leurs interventions sur ce sujet.

6. L'économie du présent rapport s'inspire du texte d'un document de travail officieux (A/C.6/66/WG.3/1) et d'un document de travail présenté par le Chili (A/C.6/66/WG.3/DP.1) dont le groupe de travail sur la portée et l'application du principe de compétence universelle avait été saisi en 2011 et du texte du document de travail officieux de 2016 (annexe) présenté par le Président dudit groupe de travail¹⁰. Les textes viennent encadrer les discussions sur la portée et l'application du principe de compétence universelle, ainsi qu'en sont convenus les États Membres. Le but étant d'éviter tout double emploi et de rendre plus fidèlement compte des vues des États, le Secrétariat a réagencé ça et là dans le présent rapport l'exposé des points de débat, tel qu'il résulte desdits textes. En outre, pour cerner le débat quant au fond, il expose, dans la mesure du possible, dans une section intitulée « Travaux futurs sur le point de l'ordre du jour », les vues et propositions concernant d'éventuelles pistes de solution, ainsi que les résultats escomptés et éventuels des discussions sur la question.

7. Tenu de respecter strictement les prescriptions de l'Assemblée générale touchant la longueur des documents de conférence établis par le Secrétaire général, le Secrétariat s'est efforcé de condenser le texte des interventions faites devant la

⁸ Voir www.un.org/en/ga/sixth/79/universal_jurisdiction.shtml.

⁹ L'OACI n'a pas soumis de réponse.

¹⁰ Les trois documents de travail officieux du groupe de travail sont disponibles à l'adresse suivante : www.un.org/en/ga/sixth/75/universal_jurisdiction/wg_uj_informal_wp.pdf.

Sixième Commission et le texte des informations et observations soumis par les États Membres et les observateurs sans en altérer le fond¹¹.

II. Définition de la notion de compétence universelle

A. Fonction et finalité de la compétence universelle

8. Les délégations s'accordent à regarder le principe de compétence universelle comme un outil important de promotion du principe de responsabilité et de prévention de l'impunité¹². Ainsi, le Mali voit dans la compétence universelle « un outil essentiel pour s'assurer que les violations graves du droit international puissent être réprimées¹³ ». On souligne également combien il importe de n'offrir aucun sanctuaire

¹¹ Les renvois aux déclarations faites devant la Sixième Commission sont indiqués dans les notes de bas de page par le symbole du compte rendu analytique correspondant. Puisque le compte rendu analytique de la 12^e séance de la Sixième Commission lors de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale (A/C.6/78/SR.12) n'était pas disponible au moment de l'établissement du présent rapport, les déclarations faites à ladite séance sont accompagnées de la mention « déclaration faite en plénière, 78^e session ». Les renvois sont au numéro de la session de l'Assemblée à laquelle les informations et observations ont été soumises.

¹² Voir, par exemple, Afrique du Sud au nom du Groupe des États africains (A/C.6/70/SR.12, par. 7), Cuba, au nom de la CELAC (A/C.6/68/SR.12, par. 69), Union européenne (A/C.6/77/SR.12, par. 5), Chili au nom du Groupe de Rio (A/C.6/66/SR.12, par. 4), Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 9), Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM (A/C.6/70/SR.12, par. 10), Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/77/SR.12, par. 9), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/77/SR.12, par. 13), Tchéquie, également au nom de l'Autriche et de la Slovaquie (déclaration faite en plénière, soixante-dix-huitième session, par. 2), Lituanie, au nom des États baltes (ibid., par. 1), Albanie (A/C.6/68/SR.14, par. 4), Algérie (A/C.6/76/SR.15, par. 60), Argentine (A/C.6/77/SR.13, par. 14), Azerbaïdjan (A/C.6/69/SR.12, par. 10), Bahreïn (77^e session, p. 1), Bélarus (70^e session, p. 1), Belgique (65^e session, par. 5), Bosnie-Herzégovine (66^e session), Brésil (A/C.6/77/SR.12, par. 43), Burkina Faso (A/C.6/77/SR.12, par. 79), Cameroun (A/C.6/75/SR.11, par. 79), Chine (65^e session, p. 3), Colombie (76^e session, p. 1), Croatie (70^e session, p. 1), République démocratique du Congo (A/C.6/72/SR.14, par. 22), République dominicaine (66^e session), El Salvador (A/C.6/75/SR.11, par. 28), Guinée équatoriale (A/C.6/68/SR.14, par. 23), Eswatini (A/C.6/73/SR.11, par. 75), Éthiopie (A/C.6/76/SR.14, par. 101), France (65^e session, p. 2), Gabon (A/C.6/74/SR.17, par. 52), Gambie (ibid., par. 50), Allemagne (77^e session, p. 1), Haïti (A/C.6/76/SR.15, par. 35), Inde (A/C.6/76/SR.14, par. 92), Indonésie (A/C.6/77/SR.13, par. 38), Italie (77^e session, p. 2), Jordanie (70^e session, p. 4), Kenya (65^e session, p. 3), Koweït (70^e session, par. 1), Liban (A/C.6/72/SR.14, par. 27), Lesotho (A/C.6/77/SR.13, par. 17), Libye (A/C.6/73/SR.11, par. 70), Malaisie (75^e session, par. 4), Maurice (A/C.6/73/SR.11, par. 44), Mexique (73^e session, p. 1), Myanmar (A/C.6/77/SR.12, par. 91), Pays-Bas (Royaume des) (A/C.6/77/SR.12, par. 108), Nigéria (A/C.6/75/SR.11, par. 103), Oman (70^e session, p. 1), Pologne (A/C.6/70/SR.12, par. 77), Fédération de Russie (A/C.6/77/SR.12, par. 75), Rwanda (A/C.6/74/SR.16, par. 12), Arabie saoudite (A/C.6/75/SR.11, par. 72), Sierra Leone (A/C.6/73/SR.11, par. 50), Singapour (A/C.6/78/SR.13, par. 44), Slovénie (A/C.6/76/SR.14, par. 95), Espagne (A/C.6/66/SR.13, par. 38), Suède (68^e session, p. 1), Suisse (75^e session, p. 3), République arabe syrienne (A/C.6/75/SR.11, par. 16), Thaïlande (A/C.6/74/SR.16, par. 2), Togo (77^e session, p. 1), Tunisie (A/C.6/69/SR.12, par. 41), Türkiye (A/C.6/74/SR.17, par. 66), Turkménistan (75^e session, par. 12), Émirats arabes unis (A/C.6/77/SR.12, par. 106), États-Unis (65^e session, p. 4), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/75/SR.11, par. 24), Viet Nam (A/C.6/78/SR.13, par. 36), Zimbabwe (A/C.6/77/SR.13, par. 41), État de Palestine (A/C.6/77/SR.13, par. 46), Saint-Siège (A/C.6/74/SR.17, par. 70), Union africaine (76^e session, p. 1), Union européenne (70^e session, p. 1) et CICR (A/C.6/76/SR.15, par. 69).

¹³ Mali (A/C.6/73/SR.12, par. 27).

aux auteurs de crimes internationaux¹⁴ ou de combler toutes failles qui favorisent l'impunité¹⁵.

9. Par-delà la fonction qu'elle remplit s'agissant de prévenir l'impunité, les délégations s'accordent à souligner combien il importe de veiller à ne pas laisser abuser, détourner ou exercer la compétence universelle d'une manière inspirée par quelque motivation politique, sélective ou discriminatoire¹⁶. S'exprimant au nom du Groupe des États africains, l'Égypte souligne « l'importance du respect d'autres normes du droit international, y compris l'égalité souveraine des États, la juridiction territoriale et l'immunité des représentants de l'État dans l'application du principe de la compétence universelle, dont l'abus risque de nuire à la lutte contre l'impunité¹⁷ ». L'Indonésie fait observer dans le même ordre d'idées que « l'absence de clarté quant à la portée et à l'exercice de la compétence universelle risque d'entraîner une application inappropriée, voire abusive du droit interne à l'égard des ressortissants étrangers et de porter atteinte à des principes aussi fondamentaux du droit international que celui de l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants

¹⁴ Voir, par exemple. Union européenne ([A/C.6/77/SR.12](#), par. 7), Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM ([A/C.6/72/SR.13](#), par. 17), Suède, au nom des pays nordiques ([A/C.6/77/SR.12](#), par. 9), Canada, également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ([A/C.6/75/SR.11](#), par. 12), Brésil ([A/C.6/74/SR.17](#), par. 31), Bulgarie ([A/C.6/73/SR.11](#), par. 77), Tchèque ([A/C.6/73/SR.11](#), par. 32), Inde ([A/C.6/76/SR.14](#), par. 92), Kenya ([A/C.6/64/SR.12](#), par. 61), Liechtenstein ([A/C.6/72/SR.14](#), par. 12), Qatar (79^e session), Zambie ([A/C.6/73/SR.12](#), par. 10), Saint-Siège ([A/C.6/75/SR.11](#), par. 111) et PNUE (75^e session). Voir également sect. III et note 88.

¹⁵ Voir, par exemple, Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM ([A/C.6/72/SR.13](#), par. 17), Albanie ([A/C.6/68/SR.14](#), par. 4), Croatie (70^e session, p. 1), Tchèque ([A/C.6/77/SR.12](#), par. 53), Mexique ([A/C.6/75/SR.11](#), par. 67), Slovaquie ([A/C.6/76/SR.14](#), par. 78) et CICR ([A/C.6/74/SR.17](#), par. 74).

¹⁶ Voir, par exemple. Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés ([A/C.6/77/SR.12](#), par. 3), Afrique du Sud, au nom du Groupe des États africains ([A/C.6/78/SR.13](#), par. 18), Qatar, au nom du Groupe des États arabes ([A/C.6/66/SR.12](#), par. 10), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande ([A/C.6/74/SR.14](#), par. 30), Albanie ([A/C.6/68/SR.14](#), par. 4), Algérie ([A/C.6/75/SR.11](#), par. 92), Angola ([A/C.6/67/SR.13](#), par. 2), Brésil ([A/C.6/74/SR.17](#), par. 31), Cameroun ([A/C.6/76/SR.15](#), par. 14), Chine ([A/C.6/74/SR.15](#), par. 7), Congo ([A/C.6/69/SR.11](#), par. 67), Croatie (70^e session, par. 1), Cuba ([A/C.6/73/SR.11](#), par. 37), République démocratique du Congo ([A/C.6/72/SR.14](#), par. 22), Égypte ([A/C.6/75/SR.11](#), par. 49), Guinée équatoriale ([A/C.6/68/SR.14](#), par. 23), Érythrée ([A/C.6/78/SR.13](#), par. 67), Eswatini ([A/C.6/73/SR.11](#), par. 75), Éthiopie ([A/C.6/77/SR.12](#), par. 100), Inde ([A/C.6/72/SR.14](#), par. 18), Israël ([A/C.6/76/SR.14](#), par. 70), Libye ([A/C.6/74/SR.17](#), par. 3), Malaisie (75^e session, par. 4), Maurice ([A/C.6/73/SR.11](#), par. 44), Mexique ([A/C.6/76/SR.14](#), par. 82), Mozambique ([A/C.6/70/SR.13](#), par. 1), Nigéria ([A/C.6/73/SR.12](#), par. 53), Norvège ([A/C.6/69/SR.11](#), par. 61), Pakistan ([A/C.6/76/SR.14](#), par. 65), République de Corée ([A/C.6/77/SR.12](#), par. 107), Fédération de Russie ([A/C.6/73/SR.11](#), par. 69), Rwanda ([A/C.6/76/SR.15](#), par. 10), Arabie saoudite ([A/C.6/75/SR.11](#), par. 72), Slovaquie (ibid., par. 90), Sri Lanka ([A/C.6/77/SR.12](#), par. 84), Soudan ([A/C.6/71/SR.13](#), par. 44), République arabe syrienne ([A/C.6/74/SR.15](#), par. 24), Thaïlande ([A/C.6/74/SR.16](#), par. 2), Togo ([A/C.6/78/SR.13](#), par. 21), Tunisie ([A/C.6/69/SR.12](#), par. 41), Türkiye ([A/C.6/74/SR.17](#), par. 65), États-Unis ([A/C.6/70/SR.12](#), par. 81), Viet Nam ([A/C.6/68/SR.14](#), par. 22), Zambie ([A/C.6/73/SR.12](#), par. 13) et Zimbabwe ([A/C.6/76/SR.15](#), par. 48).

¹⁷ Égypte au nom du Groupe des États africains ([A/C.6/68/SR.12](#), par. 73).

de l'État¹⁸ ». Le jugement, la prudence et la bonne foi doivent présider à l'application du principe de compétence universelle¹⁹.

10. S'agissant de la lutte contre l'impunité, les délégations soulignent également la fonction que remplit le principe d'universalité dans la répression des crimes internationaux²⁰. Comme titre de compétence fondé « sur la nature de l'infraction²¹ », d'aucuns font valoir qu'au fond la raison d'être de la compétence universelle c'est que certains crimes d'une particulière gravité, soit les plus « graves et odieux²² », doivent être regardés comme étant commis contre la communauté internationale tout entière. Ainsi, de l'avis de l'Inde « la compétence universelle, à la différence des bases de compétence traditionnelles comme la territorialité, la nationalité et le principe de protection, suppose que chaque État a intérêt à exercer sa compétence à l'égard d'infractions que toutes les nations ont condamnées au motif qu'elles touchent les intérêts de tous les États, même lorsqu'elles ne sont pas liées à l'État ou aux États exerçant leur compétence²³ ». Plusieurs délégations assimilent les crimes internationaux les plus graves aux violations graves des normes impératives du droit international général (*jus cogens*)²⁴ ou aux « violations graves des droits de

¹⁸ Indonésie (A/C.6/73/SR.12, par. 34).

¹⁹ Voir, par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/77/SR.12, par. 4), Tunisie, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/64/SR.12, par. 15), Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 10), Canada, également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/65/SR.10, par. 66), Burkina Faso (A/C.6/78/SR.13, par. 3), Croatie (70^e session, p. 1), Grèce (A/C.6/66/SR.13, par. 17), Indonésie (A/C.6/73/SR.12, par. 35), Liban (A/C.6/70/SR.12, par. 93), Maroc (79^e session), Mozambique (A/C.6/78/SR.13, par. 41), Myanmar (A/C.6/77/SR.12, par. 90), Sénégal (A/C.6/75/SR.11, par. 59), Singapour (A/C.6/71/SR.13, par. 68), Suisse (73^e session, p. 3), République arabe syrienne (A/C.6/73/SR.11, par. 27), Zambie (A/C.6/71/SR.13, par. 51) et Zimbabwe (A/C.6/76/SR.15, par. 49).

²⁰ Voir, par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/72/SR.14, par. 28), Mexique, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/64/SR.12, par. 18), Trinité-et-Tobago, de la CARICOM (A/C.6/71/SR.13, par. 27), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/74/SR.14, par. 31), Tchéquie, également au nom de l'Autriche et de la Slovaquie (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 2), Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/76/SR.14, par. 33), Algérie (A/C.6/76/SR.15, par. 60), Argentine (A/C.6/74/SR.15, par. 11), Bahreïn (73^e session, p. 3), Bélarus (A/C.6/65/SR.10, par. 74), Brésil (A/C.6/74/SR.17, par. 31), Bulgarie (A/C.6/73/SR.11, par. 78), Burkina Faso (A/C.6/76/SR.14, par. 83), Chili (76^e session, p. 1), Chine (A/C.6/69/SR.11, par. 83), Costa Rica (A/C.6/76/SR.15, par. 32), Égypte (A/C.6/69/SR.12, par. 32), Éthiopie (ibid., par. 30), Gambie (A/C.6/74/SR.17, par. 50), Allemagne (A/C.6/76/SR.15, par. 1), Inde (A/C.6/73/SR.11, par. 35), Italie (66^e session, p. 1), Kirghizistan (76^e session, p. 1), Liban (68^e session, p. 1), Liechtenstein (A/C.6/74/SR.14, par. 20), Malaisie (65^e session, p. 1), Malte (65^e session, p. 2), Myanmar (A/C.6/77/SR.12, par. 90), Nigéria (A/C.6/75/SR.11, par. 103), Pakistan (A/C.6/76/SR.14, par. 65), Paraguay (69^e session, p. 1), Philippines (A/C.6/76/SR.14, par. 47), Pologne (A/C.6/69/SR.11, par. 55), Fédération de Russie (A/C.6/77/SR.12, par. 75), Afrique du Sud (A/C.6/76/SR.14, par. 54), Espagne (68^e session, par. 13), Sri Lanka (A/C.6/77/SR.12, par. 83), Suisse (75^e session, p. 3), Thaïlande (A/C.6/74/SR.16, par. 2), Togo (77^e session, p. 1), Turkménistan (75^e session, par. 3), Uruguay (A/C.6/73/SR.11, par. 83), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/76/SR.14, par. 51), Viet Nam (A/C.6/78/SR.13, par. 34) et Union européenne (70^e session, p. 1). Voir également sect. III et note 88.

²¹ Voir également, El Salvador (A/C.6/74/SR.16, par. 21). Voir également Union européenne (A/C.6/77/SR.12, par. 6), Croatie (A/C.6/70/SR.13, par. 8), Grèce (A/C.6/66/SR.13, par. 16), Guatemala (A/C.6/64/SR.12, par. 59), Inde (A/C.6/73/SR.11, par. 35), Slovaquie (A/C.6/76/SR.14, par. 94), Sri Lanka (A/C.6/77/SR.12, par. 83) et État de Palestine (A/C.6/77/SR.13, par. 46).

²² Nouvelle-Zélande, également au nom de l'Australie et du Canada (A/C.6/70/SR.12, par. 16).

²³ Inde (A/C.6/68/SR.13, par. 40).

²⁴ Voir également, Brésil (A/C.6/74/SR.17, par. 31), Burkina Faso (A/C.6/70/SR.12, par. 112), El Salvador (A/C.6/66/SR.12, par. 30), Paraguay (A/C.6/73/SR.11, par. 12) et Philippines (A/C.6/78/SR.13, par. 10).

l'homme²⁵ ». Les crimes contre l'humanité, le génocide, la piraterie, la torture et les crimes de guerre sont les infractions bien déterminées le plus souvent qualifiées par les délégations de crimes internationaux justiciables de la compétence universelle²⁶.

11. Plusieurs délégations mettent en avant le rôle que la compétence universelle joue s'agissant d'assurer une réparation aux victimes de crimes internationaux²⁷. On considère que garantir que justice soit faite en faveur des victimes est une finalité non seulement importante en soi, mais qui concourt également à l'objectif de maintien de la paix et de la sécurité internationales, puisque c'est aider ainsi à prévenir les conflits dans l'avenir²⁸ et à promouvoir la stabilité au lendemain de conflits²⁹.

12. En outre, plusieurs délégations voient dans la compétence universelle un instrument clef pour défendre le respect de l'état de droit et renforcer le système de justice pénale internationale³⁰. Par exemple, de l'avis du Nigéria, le principe de compétence universelle « complète et renforce le principe de l'état de droit aux niveaux national et international³¹ ». De plus, pour certaines délégations, la compétence universelle est appelée à jouer un rôle important dans la protection des valeurs communes et le maintien de l'ordre juridique international³².

²⁵ Rwanda (65^e session). Voir également Colombie (A/C.6/70/SR.12, par. 44), Congo (A/C.6/69/SR.11, par. 65), Costa Rica (A/C.6/75/SR.11, par. 86), El Salvador (A/C.6/66/SR.12, par. 30), Maroc (A/C.6/77/SR.13, par. 29), Paraguay (A/C.6/75/SR.11, par. 56), Pérou (A/C.6/73/SR.11, par. 6), Qatar (A/C.6/70/SR.12, par. 37) et Togo (A/C.6/78/SR.13, par. 20).

²⁶ Voir sect. III et note 88.

²⁷ Voir, par exemple, Union européenne (A/C.6/76/SR.14, par. 28), Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM (A/C.6/69/SR.11, par. 12), Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/73/SR.10, par. 110), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 6), Tchèque, également au nom de l'Autriche et de la Slovaquie (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 2), Azerbaïdjan (A/C.6/69/SR.12, par. 10), Belgique (A/C.6/64/SR.12, par. 102), Burkina Faso (A/C.6/74/SR.17, par. 36), Allemagne (A/C.6/77/SR.12, par. 35), Indonésie (A/C.6/72/SR.14, par. 4), Malaisie (75^e session, par. 4), Mexique (A/C.6/75/SR.11, par. 67), Panama (A/C.6/73/SR.12, par. 1), Paraguay (A/C.6/74/SR.17, par. 60), Rwanda (A/C.6/76/SR.15, par. 10), Slovénie (A/C.6/75/SR.11, par. 88), Espagne (79^e session, par. 3), Togo (77^e session, p. 1), Royaume-Uni (A/C.6/64/SR.13, par. 6), État de Palestine (A/C.6/77/SR.13, par. 46) et Saint-Siège (A/C.6/71/SR.15, par. 1).

²⁸ Voir, par exemple, Union européenne (A/C.6/76/SR.14, par. 28), Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM (A/C.6/69/SR.11, par. 12) et Azerbaïdjan (A/C.6/69/SR.12, par. 10).

²⁹ Pérou (A/C.6/71/SR.13, par. 43). Voir également Union européenne (A/C.6/77/SR.12, par. 5), Costa Rica (A/C.6/64/SR.12, par. 27) et Slovénie (A/C.6/65/SR.11, par. 24).

³⁰ Voir, par exemple, Équateur, au nom de la CELAC (A/C.6/70/SR.12, par. 4), Lituanie, au nom des États baltes (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 1), Algérie (A/C.6/76/SR.15, par. 60), Australie (71^e session, p. 2), Kenya (A/C.6/66/SR.13, par. 34), Koweït (65^e session, p. 4), Lesotho (A/C.6/72/SR.14, par. 33), Liechtenstein (A/C.6/74/SR.12, par. 22), Malaisie (A/C.6/64/SR.13, par. 37), Mali (A/C.6/74/SR.16, par. 23), Maroc (ibid., par. 42), Mozambique (A/C.6/69/SR.12, par. 16), Nigéria (ibid., par. 5), Pakistan (A/C.6/76/SR.14, par. 65), Paraguay (A/C.6/74/SR.17, par. 60), Qatar (A/C.6/70/SR.12, par. 36), République arabe syrienne (A/C.6/74/SR.15, par. 23), Tunisie (A/C.6/69/SR.12, par. 41), Turkménistan (75^e session, par. 12) et Zambie (A/C.6/66/SR.12, par. 54).

³¹ Nigéria (A/C.6/69/SR.12, par. 5).

³² Voir, par exemple, Azerbaïdjan (A/C.6/69/SR.12, par. 10), Croatie (70^e session, par. 1), Italie (A/C.6/64/SR.13, par. 44), Lesotho (A/C.6/68/SR.14, par. 29), Slovénie (A/C.6/71/SR.14, par. 2), Royaume-Uni (A/C.6/71/SR.13, par. 70), Zambie (A/C.6/66/SR.12, par. 54) et État de Palestine (A/C.6/77/SR.13, par. 46).

B. Éléments utiles à retenir

13. De l'avis d'un certain nombre de délégations, la compétence universelle constitue un titre de compétence pénale³³, dont le champ d'application ne s'étend pas aux « litiges de droit privé³⁴ », et qui s'exerce dans l'ordre interne³⁵. Ainsi, l'Espagne voit dans la compétence universelle « une forme d'exercice extraterritoriale de la compétence pénale, qui permet aux tribunaux pénaux internes de poursuivre certaines catégories d'infractions³⁶ ». On attribue également « un rôle à la compétence universelle en droit pénal et en droit civil³⁷ ».

14. D'après un certain nombre de délégations, l'exercice de la compétence universelle trouve son fondement dans le droit international³⁸. Par exemple, selon la République bolivarienne du Venezuela « le principe de compétence universelle ne

³³ Voir par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/74/SR.14, par. 10), El Salvador, au nom de la CELAC (A/C.6/73/SR.10, par. 112), Union européenne (A/C.6/77/SR.13, par. 6), Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/74/SR.14, par. 18), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 6), Argentine (A/C.6/74/SR.15, par. 11), Autriche (A/C.6/73/SR.12, par. 21), Burkina Faso (A/C.6/70/SR.12, par. 111), Chine (A/C.6/68/SR.13, par. 56), Costa Rica (A/C.6/74/SR.17, par. 30), Croatie (A/C.6/70/SR.13, par. 8), Tchèque (A/C.6/68/SR.13, par. 53), Géorgie (71^e session, p. 2), Allemagne (A/C.6/64/SR.12, par. 86), Grèce (A/C.6/66/SR.13, par. 18), Inde (A/C.6/77/SR.12, par. 6), Iran (République islamique d') (A/C.6/67/SR.13, par. 28), Libye (A/C.6/74/SR.17, par. 3), Malaisie (A/C.6/69/SR.11, par. 51), Mexique (A/C.6/74/SR.16, par. 5), Maroc (A/C.6/76/SR.15, par. 42), Myanmar (A/C.6/73/SR.12, par. 38), Nigéria (ibid., par. 51), Paraguay (A/C.6/74/SR.17, par. 59), Philippines (A/C.6/78/SR.13, par. 10), République de Corée (77^e session, p. 2), Singapour (A/C.6/68/SR.13, par. 47), Slovaquie (A/C.6/76/SR.14, par. 94), États-Unis (A/C.6/77/SR.12, par. 72), Viet Nam (A/C.6/65/SR.11, par. 46) et Conseil de l'Europe (75^e session, p. 2).

³⁴ Türkiye (74^e session). Voir également Autriche (A/C.6/64/SR.12, par. 80), Chili (A/C.6/68/SR.13, par. 37) et Libye (A/C.6/74/SR.17, par. 3).

³⁵ Voir, par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/74/SR.14, par. 10), Suède, au nom des pays nordiques (ibid., par. 17), Albanie (A/C.6/68/SR.14, par. 3), Australie (73^e session, p. 3), Azerbaïdjan (A/C.6/67/SR.13, par. 39), Brésil (A/C.6/75/SR.11, par. 33), Costa Rica (A/C.6/74/SR.17, par. 30), Cuba (A/C.6/74/SR.16, par. 16), Éthiopie (A/C.6/64/SR.13, par. 47), France (65^e session, p. 2), Allemagne (76^e session, p. 1), Koweït (70^e session, par. 2), Libye (A/C.6/64/SR.12, par. 105), Maroc (A/C.6/72/SR.14, par. 32), Panama (68^e session, p. 1), Pérou (A/C.6/64/SR.12, par. 69), Fédération de Russie (A/C.6/65/SR.11, par. 56), Sénégal (A/C.6/76/SR.15, par. 39), Singapour (A/C.6/70/SR.12, par. 24), Slovaquie (A/C.6/64/SR.12, par. 64), Slovaquie (A/C.6/76/SR.14, par. 94), Afrique du Sud (A/C.6/68/SR.13, par. 11), Sri Lanka (A/C.6/76/SR.15, par. 20), République arabe syrienne (A/C.6/74/SR.15, par. 27), Royaume-Uni (ibid., par. 16), États-Unis (65^e session, p. 1), République-Unie de Tanzanie (A/C.6/64/SR.12, par. 75), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/72/SR.14, par. 40), Conseil de l'Europe (76^e session, p. 1), Union européenne (70^e session, p. 1) et OIAC (79^e session, par. 9). Voir également sect. II. C.

³⁶ 68^e session, p. 2.

³⁷ Costa Rica (A/C.6/64/SR.12, par. 29). Voir également, Iran (République islamique d') (A/C.6/67/SR.13, par. 31), Inde (A/C.6/72/SR.14, par. 17) et Pérou (ibid., par. 25).

³⁸ Voir, par exemple, El Salvador, au nom de la CELAC (A/C.6/73/SR.10, par. 112), Chili, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/66/SR.12, par. 4), Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM (A/C.6/71/SR.13, par. 27), Suisse, également au nom du Liechtenstein (A/C.6/68/SR.13, par. 1), Autriche (A/C.6/64/SR.12, par. 81), Bélarus (70^e session, p. 1), Cameroun (A/C.6/74/SR.17, par. 10), Chine (A/C.6/70/SR.12, par. 110), Colombie (A/C.6/77/SR.12, par. 20), Congo (A/C.6/67/SR.12, par. 55), Cuba (A/C.6/76/SR.14, par. 45), Indonésie (A/C.6/66/SR.13, par. 14), Iran (République islamique d') (79^e session, par. 8), Malaisie (65^e session, par. 11), Maroc (A/C.6/71/SR.14, par. 49), Mozambique (A/C.6/67/SR.13, par. 30), Panama (68^e session, p. 2), Pérou (65^e session, p. 4), Slovaquie (A/C.6/74/SR.15, par. 4), Slovaquie (75^e session, pp. 6 à 7), Soudan (A/C.6/75/SR.11, par. 39), Ouganda (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 10), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/70/SR.12, par. 107), Union européenne (70^e session, p. 2) et CICR (68^e session, p. 2).

doit être invoqué par un pays que sur la base d'une règle du droit international, par exemple un traité international ; l'invocation de la législation nationale ne suffit pas en pareil cas³⁹ », et pour la Chine « les États ne devraient pas exercer unilatéralement cette compétence lorsqu'ils n'y sont pas expressément autorisés par le droit international positif⁴⁰ ». Dans le même ordre d'idées, certaines délégations affirment que certains traités internationaux « prévoient⁴¹ », « définissent⁴² », « prescrivent⁴³ », « envisagent⁴⁴ », « consacrent⁴⁵ », « organisent⁴⁶ », « visent⁴⁷ » ou « autorisent l'application⁴⁸ » l'exercice du principe de compétence universelle. Les délégations citent le plus souvent les conventions suivantes comme instruments internationaux qui envisagent la compétence universelle : les Conventions de Genève du 12 août 1949, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984.

15. Plusieurs autres délégations sont d'avis que, en tant que principe fondé sur la notion de « compétence », la compétence universelle est un pouvoir issu de la souveraineté de l'État⁴⁹, et qualifient le principe d'universalité de « facultatif⁵⁰ », de « droit⁵¹ » ou de matière relevant de la « compétence nationale⁵² ».

16. D'après un certain nombre de délégations, la compétence universelle est un principe de droit international bien établi⁵³. Pour certaines d'entre elles, le principe de compétence universelle a acquis valeur de droit international coutumier, du moins

³⁹ Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/71/SR.13, par. 62).

⁴⁰ Chine (A/C.6/70/SR.12, par. 110).

⁴¹ Inde (A/C.6/72/SR.14, par. 17). Voir également Iran (République islamique d') (A/C.6/67/SR.13, par. 31) et Pérou (ibid., par. 25).

⁴² Voir, par exemple, Botswana (66^e session, par. 2.1), Cameroun (65^e session, p. 3), Kenya (65^e session, p. 1), Maroc (78^e session, p. 3), Ukraine (73^e session, p. 2), CICR (A/C.6/66/SR.13, par. 61) et OMI (79^e session, par. 9).

⁴³ Argentine (77^e session, p. 1).

⁴⁴ Iran (République islamique d') (A/C.6/64/SR.13, par. 3), Mexique (ibid., par. 12) et Qatar (A/C.6/76/SR.14, par. 58).

⁴⁵ Danemark (65^e session, p. 4).

⁴⁶ Pérou (70^e session, par. 1).

⁴⁷ Italie (A/C.6/64/SR.13, par. 44) et Liechtenstein (A/C.6/65/SR.12, par. 36).

⁴⁸ Bahreïn (73^e session, p. 1). Voir également Colombie (A/C.6/66/SR.12, par. 25), Fédération de Russie (ibid., par. 41) et États-Unis (A/C.6/64/SR.13, par. 24).

⁴⁹ Voir, par exemple, Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 7), El Salvador (66^e session), Italie (ibid.), Lituanie (ibid.), Paraguay (69^e session, p. 4), République de Corée (A/C.6/66/SR.13, par. 58), Suède (66^e session), Royaume-Uni (A/C.6/70/SR.12, par. 89) et OIAC (70^e session, par. 8).

⁵⁰ Voir, par exemple, Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 6) et Royaume-Uni (A/C.6/70/SR.12, par. 89).

⁵¹ Australie, au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 7).

⁵² Suède (66^e session).

⁵³ Voir, par exemple, Égypte, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/67/SR.12, par. 17), Chili, au nom de la CELAC (ibid., par. 11), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/77/SR.12, par. 13), Suède, au nom des pays nordiques (ibid., par. 9), Lituanie, au nom des États baltes (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 1), Botswana (66^e session, par. 1), Tchèque (A/C.6/74/SR.15, par. 10), Eswatini (A/C.6/73/SR.11, par. 75), Maurice (ibid., par. 44), Nigéria (A/C.6/73/SR.12, par. 51), Philippines (66^e session, p. 5), Qatar (A/C.6/69/SR.11, par. 70), Slovénie (A/C.6/75/SR.11, par. 88), République-Unie de Tanzanie (A/C.6/64/SR.12, par. 75) et CICR (68^e session, p. 2).

s'agissant de certains crimes⁵⁴. Ainsi, selon le représentant de la Zambie « il est généralement admis que, si certains critères sont réunis, les crimes graves formellement interdits par le droit international doivent relever de la compétence universelle en vertu du droit international coutumier⁵⁵ », et d'après Singapour « la compétence universelle est un principe du droit international coutumier à ne pas confondre avec l'exercice de toute compétence d'origine conventionnelle ou l'exercice d'une compétence par des tribunaux internationaux ⁵⁶ ». D'autres délégations mettent en garde contre l'idée de conférer au principe de compétence universelle valeur de règle de droit international coutumier ou de droit international plus généralement ou s'y opposent au motif que de « grandes divergences⁵⁷ » dans la pratique des États et l'*opinio iuris* concernant le principe empêchent de dégager des règles largement reconnues qui en autoriseraient l'application sur le fondement de quelque règle de droit international coutumier⁵⁸. À cet égard, certaines délégations recommandent vivement d'appliquer le principe de compétence universelle avec la plus grande prudence jusqu'à ce qu'il se dégage un consensus international en ce qui concerne les conditions et la portée de son application⁵⁹.

17. D'aucuns voient dans le principe de compétence universelle une exception aux principes généraux qui gouvernent l'exercice de la compétence pénale, en vertu desquels la compétence s'exerce d'ordinaire par le jeu des règles de territorialité ou

⁵⁴ Voir, par exemple. Argentine (A/C.6/72/SR.14, par. 35), Australie (73^e session, p. 2), Bélarus (A/C.6/69/SR.12, par. 20), Belgique (65^e session, par. 12), Finlande (A/C.6/66/SR.13, par. 28), Allemagne (A/C.6/75/SR.11, par. 73), Jordanie (A/C.6/69/SR.12, par. 37), Lesotho (A/C.6/67/SR.12, par. 58), Nouvelle-Zélande (77^e session, par. 3), Sénégal (A/C.6/67/SR.12, par. 33), Singapour (A/C.6/73/SR.11, par. 16), Slovénie (70^e session, p. 4), Afrique du Sud (A/C.6/77/SR.12, par. 94), Zambie (A/C.6/73/SR.12, par. 10) et Union européenne (70^e session, p. 1).

⁵⁵ Zambie (A/C.6/73/SR.12, par. 10).

⁵⁶ Singapour (A/C.6/73/SR.11, par. 16).

⁵⁷ Chine (A/C.6/74/SR.15, par. 7).

⁵⁸ Afrique du Sud, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/71/SR.13, par. 24), Bélarus (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 2), Chine (A/C.6/73/SR.11, par. 63), Inde (A/C.6/77/SR.12, par. 87), Koweït (70^e session, par. 6), Pologne (A/C.6/69/SR.11, par. 68) et Arabie saoudite (A/C.6/73/SR.12, par. 22).

⁵⁹ Voir, par exemple, Chine (A/C.6/65/SR.11, par. 25) et Fédération de Russie (A/C.6/77/SR.12, par. 75).

de nationalité de la loi pénale⁶⁰. Ainsi, pour certaines délégations, la compétence universelle est « complémentaire ⁶¹ », revêt un « caractère exceptionnel ⁶² », « subsidiaire⁶³ », « supplétif⁶⁴ », ou d'outil de « dernier recours⁶⁵ » par rapport aux titres de compétence « primaires » de la territorialité ou de la nationalité.

18. Touchant le « caractère exceptionnel » du principe d'universalité, plusieurs délégations voient en lui une compétence pénale fondée exclusivement sur la nature de l'infraction en cause, quel que soit son lieu de commission, la nationalité de

⁶⁰ Voir, par exemple, Maroc, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/77/SR.13, par. 7), Équateur, au nom de la CELAC (A/C.6/70/SR.12, par. 4), Union européenne (A/C.6/76/SR.14, par. 29), Chili, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/65/SR.10, par. 57), Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 9), Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM (A/C.6/71/SR.13, par. 26), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/74/SR.14, par. 29), Bangladesh (A/C.6/71/SR.14, par. 46), Botswana (A/C.6/67/SR.13, par. 14), Chine (A/C.6/77/SR.12, p. 40), Congo (A/C.6/67/SR.12, par. 52), Costa Rica (A/C.6/76/SR.15, par. 32), Croatie (A/C.6/71/SR.13, par. 56), Cuba (71^e session, p. 1), Tchèque (65^e session, p. 1), Égypte (79^e session, par. 2), El Salvador (77^e session, p. 3), Estonie (A/C.6/72/SR.14, par. 19), Allemagne (A/C.6/64/SR.12, par. 86), Haïti (A/C.6/76/SR.15, par. 36), Inde (A/C.6/77/SR.12, par. 86), Iran (République islamique d') (A/C.6/76/SR.14, par. 44), Irlande (78^e session, p. 2), Israël (A/C.6/75/SR.11, par. 47), Jordanie (A/C.6/69/SR.12, par. 37), Kenya (A/C.6/73/SR.11, par. 58), Liban (A/C.6/69/SR.12, par. 35), Malaisie (A/C.6/67/SR.13, par. 43), Mexique (A/C.6/74/SR.16, par. 7), Myanmar (A/C.6/73/SR.12, par. 38), Pays-Bas (Royaume des) (A/C.6/77/SR.12, par. 108), Nigéria (A/C.6/78/SR.13, par. 28), Pakistan (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 9), Pérou (A/C.6/69/SR.11, par. 44), Philippines (A/C.6/76/SR.14, par. 47), Pologne (A/C.6/71/SR.13, par. 55), Fédération de Russie (A/C.6/66/SR.12, par. 41), Rwanda (ibid., par. 69), Sénégal (A/C.6/77/SR.12, par. 97), Serbie (A/C.6/70/SR.12, par. 59), Singapour (A/C.6/78/SR.13, par. 45), Slovaquie (A/C.6/75/SR.11, par. 31), Afrique du Sud (ibid., par. 6), Espagne (79^e session, par. 7), Sri Lanka (A/C.6/68/SR.13, par. 42), Soudan (A/C.6/77/SR.13, par. 19), Togo (A/C.6/64/SR.13, par. 63), Tunisie (A/C.6/69/SR.12, par. 41), Türkiye (A/C.6/78/SR.13, par. 51), Turkménistan (75^e session, par. 4), Émirats arabes unis (A/C.6/78/SR.13, par. 57), Royaume-Uni (A/C.6/70/SR.12, par. 91), Uruguay (A/C.6/73/SR.11, par. 83), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/77/SR.12, par. 103), Viet Nam (A/C.6/78/SR.13, par. 35), Zambie (A/C.6/76/SR.15, par. 23), Zimbabwe (ibid., par. 49) et Union africaine (76^e session, p. 2).

⁶¹ Voir, par exemple, Maroc, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/77/SR.13, par. 7), El Salvador, au nom de la CELAC (A/C.6/73/SR.10, par. 112), Chili, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/66/SR.12, par. 4), Qatar, au nom du Groupe des États arabes (ibid., par. 9), Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM (A/C.6/69/SR.11, par. 12), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/77/SR.12, par. 15), Brésil (ibid., par. 45), Chine (A/C.6/71/SR.14, par. 30), Costa Rica (A/C.6/64/SR.12, par. 29), Érythrée (A/C.6/78/SR.13, par. 66), Éthiopie (A/C.6/77/SR.12, par. 101), Kenya (A/C.6/66/SR.13, par. 35), Mexique (A/C.6/74/SR.16, par. 7), Mozambique (A/C.6/78/SR.13, par. 41), Nigéria (A/C.6/73/SR.12, par. 52), Pérou (A/C.6/66/SR.12, par. 33), Slovaquie (A/C.6/75/SR.11, par. 31), Slovénie (A/C.6/77/SR.12, par. 63), République arabe syrienne (A/C.6/77/SR.13, par. 21), Togo (A/C.6/64/SR.13, par. 63), Uruguay (A/C.6/73/SR.11, par. 83) et Union européenne (70^e session, pp. 1 à 2).

⁶² Voir, par exemple, El Salvador, au nom de la CELAC (A/C.6/73/SR.10, par. 112), Chili, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/66/SR.12, par. 4) et Algérie (A/C.6/71/SR.14, par. 22).

⁶³ Voir, par exemple, Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM (A/C.6/72/SR.13, par. 17), Algérie (A/C.6/67/SR.12, par. 42), Tchèque (65^e session, p. 1), El Salvador (A/C.6/78/SR.13, par. 9), Guatemala (A/C.6/65/SR.10, par. 70), Israël (A/C.6/69/SR.11, par. 27), Liban (A/C.6/69/SR.12, par. 35), Mexique (A/C.6/77/SR.12, par. 30), République arabe syrienne (A/C.6/78/SR.13, par. 60), Türkiye (ibid., par. 51) et CICR (A/C.6/69/SR.12, par. 54).

⁶⁴ Colombie (A/C.6/70/SR.12, par. 41).

⁶⁵ Voir, par exemple, Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/75/SR.11, par. 9), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/77/SR.12, par. 15), Cameroun (A/C.6/76/SR.15, par. 14), Chili (76^e session, p. 1), Costa Rica (A/C.6/76/SR.15, par. 32), Croatie (A/C.6/70/SR.13, par. 8), Cuba (67^e session, p. 3), Estonie (A/C.6/72/SR.14, par. 19), Haïti (A/C.6/76/SR.15, par. 36), Singapour (A/C.6/78/SR.13, par. 45), Espagne (68^e session, par. 12), Türkiye (A/C.6/78/SR.13, par. 51) et CICR (A/C.6/65/SR.12, par. 42).

l'auteur présumé, celle de la victime ou tous autres liens de connexité qui existeraient entre l'infraction et l'État poursuivant⁶⁶. D'aucuns considèrent que l'exercice de la compétence pénale en l'absence de tout lien de connexité avec l'infraction en cause trouve sa justification dans l'exceptionnelle gravité de l'infraction. Par exemple, selon le Mexique « le pouvoir de poursuivre les auteurs d'une infraction en l'absence de tout titre territorial ou lien d'allégeance trouve sa source dans la violation de valeurs universelles ou de normes *erga omnes*, ou dans l'intérêt qu'ont tous les pays à voir punir les auteurs des crimes qui heurtent la conscience de l'humanité tout entière⁶⁷ ».

19. De l'avis de certaines délégations, l'exercice de la compétence universelle par tout État relève de son pouvoir discrétionnaire et n'est pas une obligation impérative mise à sa charge par le droit international⁶⁸. Ainsi, le Maroc regarde la compétence universelle « comme un principe facultatif, et non comme une règle contraignante, au sens où les tribunaux internes sont a priori compétents pour l'exercer, mais ne sont pas tenus de le faire⁶⁹ ». Pour les États-Unis, la compétence universelle « n'est rien qu'un titre de compétence » et « n'emporte pas en soi l'obligation de renvoyer telle affaire aux fins de poursuites éventuelles⁷⁰ ». De l'avis d'autres délégations, certains instruments internationaux de répression de crimes visés dans leurs dispositions font aux parties pour obligation d'exercer la compétence universelle ou d'instituer un dispositif interne à cette fin⁷¹. Par exemple, la Malaisie propose que la Sixième Commission « distingue entre la compétence universelle obligatoire découlant d'une obligation conventionnelle, et la compétence universelle facultative découlant principalement du droit international coutumier⁷² ».

⁶⁶ Voir, par exemple Union européenne (déclaration faite en plénière, 78^e session, p. 2), Canada, également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (ibid., p. 2), Lituanie, au nom des États baltes (ibid., p. 1), Argentine (A/C.6/76/SR.15, par. 46), Bahreïn (74^e session, p. 1), Bolivie (État plurinational de) (65^e session, p. 6), Bosnie-Herzégovine (66^e session, p. 2), Brésil (A/C.6/76/SR.14, par. 73), Bulgarie (65^e session, p. 1), Burkina Faso (A/C.6/76/SR.14, par. 83), Chili (A/C.6/77/SR.13, par. 10), Chine (A/C.6/76/SR.14, par. 62), Colombie (A/C.6/70/SR.12, par. 41), Croatie (70^e session, par. 1), Cuba (ibid., p. 3), Chypre (65^e session, p. 1), Tchèque (A/C.6/76/SR.14, par. 90), Danemark (78^e session, p. 1), El Salvador (76^e session, p. 1), Géorgie (71^e session, p. 2), Grèce (A/C.6/66/SR.13, par. 16), Guatemala (A/C.6/70/SR.13, par. 19), Hongrie (68^e session, p. 1), Indonésie (A/C.6/74/SR.17, par. 55), Iraq (65^e session, p. 1), Irlande (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 4), Italie (77^e session, p. 2), Kenya (65^e session, p. 1), Liechtenstein (A/C.6/74/SR.14, par. 21), Lituanie (79^e session, par. 2), Maroc (ibid., p. 2), Nigéria (A/C.6/71/SR.13, par. 80), Paraguay (69^e session, p. 1), Philippines (A/C.6/76/SR.14, par. 47), Portugal (65^e session, p. 2), République de Corée (77^e session, p. 2), République de Moldova (74^e session, p. 2), Fédération de Russie (A/C.6/66/SR.12, par. 41), Slovénie (65^e session, p. 1), Suède (67^e session, p. 2), Suisse (73^e session, p. 1), Thaïlande (79^e session, par. 1), Türkiye (78^e session, p. 3), Royaume-Uni (déclaration faite en plénière, 78^e session, p. 2), Zambie (A/C.6/75/SR.12, par. 1), Zimbabwe (75^e session, par. 1.1), CICR (69^e session, p. 2), OMI (79^e session, par. 9 et 10) et OIAC (70^e session, p. 2, note 3).

⁶⁷ Mexique (A/C.6/74/SR.16, par. 6).

⁶⁸ Voir par exemple, Australie, au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 7), Colombie (A/C.6/70/SR.12, par. 42), Guinée (A/C.6/74/SR.17, par. 62), Maroc (A/C.6/72/SR.14, par. 32), Norvège (A/C.6/70/SR.12, par. 5), Slovénie (75^e session, p. 2), Thaïlande (A/C.6/65/SR.11, par. 10) et États-Unis (65^e session, p. 3).

⁶⁹ Maroc (A/C.6/72/SR.14, par. 32).

⁷⁰ États-Unis (65^e session, p. 3).

⁷¹ Voir, par exemple, Belgique (65^e session, par. 10), Brésil (77^e session, p. 2), Bulgarie (65^e session, p. 1), El Salvador (75^e session, p. 3), France (A/C.6/64/SR.12, par. 77), Italie (A/C.6/64/SR.13, par. 44), Mexique (73^e session, p. 1), Nigéria (A/C.6/69/SR.12, par. 8), Panama (68^e session, p. 1), Sri Lanka (A/C.6/76/SR.15, par. 20), Turkménistan (75^e session, par. 1), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/76/SR.14, par. 51), Zambie (A/C.6/76/SR.15, par. 23) et CICR (79^e session, par. 2.1).

⁷² Malaisie (A/C.6/64/SR.13, par. 37).

C. Distinction avec d'autres notions voisines

20. Un certain nombre de délégations mettent en relief la distinction de principe qui existe entre la compétence universelle et celle attribuée à des juridictions pénales internationales sous l'empire du droit international⁷³. Ainsi, selon El Salvador, les « juridictions internationales ne font pas application du principe d'universalité à l'heure actuelle ..., puisqu'elles tirent leur pouvoir non pas tant de ce principe que du consentement des États qui les ont créés et reconnues⁷⁴ ». Tout en faisant la distinction entre les deux types de compétence, certaines délégations voient dans la compétence universelle et les organes judiciaires internationaux des institutions juridiques complémentaires qui ont en commun pour objectif de mettre un terme à l'impunité des crimes internationaux⁷⁵. Par exemple, de l'avis de la Slovaquie « en appliquant la compétence universelle et en renforçant la Cour pénale internationale – ces... actions venant se compléter et se renforcer –, on créerait un cadre juridique solide propre à assurer la justice⁷⁶ ». Pour certaines délégations, la compétence universelle est supplétive de celle des institutions judiciaires internationales⁷⁷, d'autres estimant que l'adhésion universelle au Statut de Rome viendrait sans doute priver de tout intérêt les débats au sujet de la compétence universelle⁷⁸. Pour d'autres délégations par contre, les juridictions internationales pourraient exercer la compétence universelle⁷⁹. Selon le Bélarus, par exemple, « peuvent exercer la compétence universelle non seulement les États, mais également les juridictions pénales internationales et autres institutions pénales⁸⁰ ».

21. Voyant deux notions distinctes dans le principe d'universalité et l'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*), un certain nombre de

⁷³ Voir, par exemple, République dominicaine, au nom de la CELAC (A/C.6/71/SR.13, par. 18), Chili, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/66/SR.12, par. 4), Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/77/SR.12, par. 12), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 7), Tchéquie, également au nom de l'Autriche et de la Slovaquie (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 2), Angola (A/C.6/67/SR.13, par. 2), Burkina Faso (A/C.6/66/SR.13, par. 32), Chine (A/C.6/74/SR.15, par. 7), Congo (A/C.6/67/SR.12, par. 52), Croatie (70^e session, par. 2.1.5), Cuba (67^e session, p. 3), Éthiopie (A/C.6/78/SR.13, par. 25), France (A/C.6/64/SR.12, par. 78), Irlande (A/C.6/66/SR.13, par. 40), Italie (77^e session, p. 3), Kenya (A/C.6/70/SR.12, par. 97), Liechtenstein (A/C.6/74/SR.14, par. 22), Malaisie (A/C.6/68/SR.13, par. 29), Mexique (A/C.6/73/SR.11, par. 55), Pérou (79^e session, par. 7), Qatar (A/C.6/70/SR.12, par. 37), République de Corée (77^e session, p. 2), Singapour (A/C.6/75/SR.11, par. 15), Afrique du Sud (A/C.6/64/SR.12, par. 39), Soudan (A/C.6/74/SR.15, par. 20), République arabe syrienne (A/C.6/78/SR.13, par. 60), Togo (A/C.6/64/SR.13, par. 35), Tunisie (A/C.6/69/SR.12, par. 43), Royaume-Uni (A/C.6/77/SR.12, par. 72), République-Unie de Tanzanie (A/C.6/69/SR.12, par. 4) et Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/72/SR.14, par. 37).

⁷⁴ El Salvador (66^e session, p. 5).

⁷⁵ Voir, par exemple, Pérou (65^e session, p. 5), Slovaquie (A/C.6/74/SR.15 par. 6) et Tunisie (A/C.6/67/SR.12, par. 48).

⁷⁶ Slovaquie (A/C.6/74/SR.15, par. 6).

⁷⁷ Voir, par exemple, Argentine (77^e session, p. 2), Azerbaïdjan (A/C.6/68/SR.14, par. 33), Belgique (65^e session, par. 14), Allemagne (74^e session, p. 1 et 2), Kenya (A/C.6/64/SR.12, par. 62), Mexique (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 1), Paraguay (69^e session, p. 4), Slovénie (75^e session, p. 4), Espagne (68^e session, par. 9 et 12) et CICR (69^e session, p. 6).

⁷⁸ Voir, par exemple, Brésil (A/C.6/71/SR.13, par. 79) et Costa Rica (A/C.6/75/SR.11, par. 85).

⁷⁹ Voir, par exemple, Bahreïn (73^e session, p. 2), Bélarus (65^e session, p. 1) et Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/75/SR.11, par. 24).

⁸⁰ Bélarus (65^e session, p. 1).

délégations déconseillent de les confondre⁸¹. D'aucuns font valoir que l'obligation d'extrader ou de poursuivre se distingue en tant qu'obligation conventionnelle opposable aux seuls États parties à l'instrument international considéré⁸². On fait également valoir que la distinction tient au fait qu'à la différence de l'obligation d'extrader ou de poursuivre, le principe d'universalité est un titre de compétence⁸³. Certaines délégations font néanmoins remarquer que les deux notions sont « étroitement liées⁸⁴ », cependant que d'autres reconnaissent qu'elles peuvent se recouper dans leur application⁸⁵. Selon certaines délégations, la compétence universelle pourrait servir d'outil d'exécution de l'obligation d'extrader ou de poursuivre résultant de divers instruments internationaux⁸⁶. Ainsi, la Belgique fait observer que « l'obligation d'extrader ou de poursuivre oblige tout État à établir sa compétence à l'égard de personnes soupçonnées de crimes internationaux qui se trouvent sur son territoire, quels que soient leur nationalité, la nationalité des victimes ou le lieu de commission du crime⁸⁷ ».

22. Certaines délégations viennent, exposés circonstanciés à l'appui, distinguer entre la compétence universelle et d'autres titres de compétence reconnus à l'État, dont ceux fondés sur les principes de territorialité, de nationalité, de personnalité passive ou de protection, consacrés par le droit international⁸⁸.

⁸¹ Voir, par exemple, Costa Rica, au nom de la CELAC (A/C.6/69/SR.11, par. 14), Chili, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/66/SR.12, par. 4), Nouvelle-Zélande, également au nom de l'Australie et du Canada (A/C.6/70/SR.12, par. 17), Autriche (A/C.6/64/SR.12, par. 82), Chine (A/C.6/77/SR.12, par. 40), Congo (A/C.6/67/SR.12, par. 52), Cuba (67^e session, p. 3), Finlande (A/C.6/68/SR.13, par. 50), Inde (A/C.6/78/SR.13, par. 16), Indonésie (A/C.6/76/SR.15, par. 53), Iran (République islamique d') (A/C.6/70/SR.12, par. 103), Israël (A/C.6/67/SR.13, par. 36), Lesotho (A/C.6/68/SR.14, par. 30), Malaisie (A/C.6/68/SR.13, par. 29), Mexique (A/C.6/75/SR.11, par. 66), Maroc (A/C.6/72/SR.14, par. 32), Pakistan (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 5), Pérou (79^e session, par. 7), Singapour (A/C.6/70/SR.12, par. 24), Slovénie (75^e session, p. 4), Thaïlande (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 9), États-Unis (A/C.6/70/SR.12, par. 82) et Viet Nam (A/C.6/68/SR.14, par. 21).

⁸² Chine (A/C.6/64/SR.12, par. 48).

⁸³ Thaïlande (A/C.6/65/SR.11, par. 10).

⁸⁴ Suisse (A/C.6/66/SR.12, par. 18).

⁸⁵ Voir, par exemple, Argentine (A/C.6/73/SR.11, par. 17), Tchéquie (A/C.6/65/SR.11, par. 17), Royaume-Uni (A/C.6/76/SR.15, par. 27) et États-Unis (A/C.6/70/SR.12, par. 82).

⁸⁶ Voir, par exemple, Arménie (77^e session, p. 1), Belgique (65^e session, par. 9), Bulgarie (74^e session), Qatar (A/C.6/73/SR.11, par. 1), Suisse (66^e session), Royaume-Uni (A/C.6/70/SR.12, par. 88) et CICR (A/C.6/73/SR.12, par. 57).

⁸⁷ Belgique (65^e session, par. 9).

⁸⁸ Voir, par exemple, Autriche (A/C.6/64/SR.12, par. 83), Belgique (65^e session, par. 6), Chili (76^e session, p. 2), Chine (A/C.6/75/SR.11, par. 81), Colombie (A/C.6/69/SR.11, par. 40), El Salvador (A/C.6/69/SR.11, par. 48), Inde (A/C.6/78/SR.13, par. 15), Mexique (A/C.6/74/SR.16, par. 6), Nouvelle-Zélande (65^e session, p. 1), Paraguay (A/C.6/75/SR.11, par. 55), Rwanda (65^e session, p. 4), Sierra Leone (A/C.6/73/SR.11, par. 51) et Singapour (A/C.6/78/SR.13, par. 46).

III. Portée de la compétence universelle⁸⁹

23. Un certain nombre de délégations sont d'avis que les crimes justiciables du principe de compétence universelle doivent être définis en droit international⁹⁰. Des délégations trouvent un rôle au droit international coutumier dans la définition de la portée de la compétence universelle. Certaines délégations considèrent que les crimes justiciables de la compétence universelle pourraient résulter aussi bien de traités internationaux que de règles du droit international coutumier⁹¹, ce à quoi d'autres délégations opposent que seuls des traités peuvent définir clairement les crimes entrant dans le champ du principe d'universalité ou que peu de crimes, si tant est qu'il y en ait, sont justiciables de la compétence universelle au regard du droit international coutumier⁹². Par exemple, pour le Brésil, la compétence universelle « peut ne pas s'exercer à l'égard d'un crime au seul sens du droit international coutumier, car l'absence de législation particulière à cet effet entraînera une violation du principe de légalité⁹³ ».

24. Certaines délégations s'opposent à toute tentative pour dresser une liste exhaustive d'infractions justiciables de la compétence universelle⁹⁴. Pour l'Estonie, par exemple, « il serait prématuré de tenter d'établir une liste exhaustive des crimes en relevant⁹⁵ ». Plusieurs délégations s'élèvent contre l'idée d'élargir une éventuelle

⁸⁹ Le tableau indiquant les infractions visées dans le texte des informations et observations soumises depuis la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale est disponible à l'adresse suivante : www.un.org/en/ga/sixth/79/universal_jurisdiction/scope_table.pdf.

⁹⁰ Voir, par exemple. Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/76/SR.14, par. 21), Chili, au nom de la CELAC (A/C.6/67/SR.12, par. 11), Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 10), Arménie (77^e session, p. 1), Bélarus (70^e session, p. 1), Brésil (77^e session, p. 4), Burkina Faso (A/C.6/70/SR.12, par. 112), Chine (A/C.6/68/SR.13, par. 57), Colombie (A/C.6/69/SR.11, par. 42), El Salvador (75^e session, p. 1), Estonie (65^e session, p. 2), Éthiopie (A/C.6/77/SR.12, par. 99), Finlande (65^e session, p. 1), France (A/C.6/64/SR.12, par. 77), Géorgie (71^e session, p. 2), Guatemala (A/C.6/65/SR.10, par. 70), Inde (A/C.6/74/SR.17, par. 14), Iran (République islamique d') (A/C.6/65/SR.12, par. 4), Kenya (A/C.6/66/SR.13, par. 36), Paraguay (A/C.6/75/SR.11, par. 55), Fédération de Russie (A/C.6/65/SR.11, par. 55), Singapour (A/C.6/70/SR.12, par. 23), Slovénie (75^e session, p. 8), Suède (66^e session), Royaume-Uni (A/C.6/77/SR.12, par. 74), États-Unis (65^e session, p. 1) et Zambie (A/C.6/73/SR.12, par. 5).

⁹¹ Voir, par exemple. Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/64/SR.12, par. 10), Argentine (A/C.6/72/SR.14, par. 35), Autriche (A/C.6/64/SR.12, par. 81), Burkina Faso (A/C.6/69/SR.11, par. 30), Chili (A/C.6/77/SR.13, par. 12), Colombie (A/C.6/69/SR.11, par. 42), Finlande (A/C.6/64/SR.12, par. 90), Allemagne (A/C.6/64/SR.12, par. 85), Grèce (A/C.6/66/SR.13, par. 15), Indonésie (A/C.6/66/SR.13, par. 13), Italie (A/C.6/68/SR.14, par. 36), Lesotho (A/C.6/67/SR.12, p. 58), Liechtenstein (A/C.6/64/SR.13, par. 27), Mexique (A/C.6/64/SR.12, par. 18), Norvège (A/C.6/65/SR.11, par. 6), République de Corée (A/C.6/66/SR.13, par. 58), Fédération de Russie (A/C.6/66/SR.12, par. 41), Sénégal (A/C.6/67/SR.12, par. 33), Slovaquie (A/C.6/64/SR.12, par. 64), Slovénie (A/C.6/71/SR.14, par. 3), Afrique du Sud (A/C.6/68/SR.13, par. 11), Sri Lanka (A/C.6/76/SR.15, par. 18), Suisse (A/C.6/68/SR.13, par. 1) et CICR (A/C.6/67/SR.13, par. 47).

⁹² Voir, par exemple, Afrique du Sud, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/69/SR.11, par. 8), Brésil (A/C.6/68/SR.13, par. 35), Chine (A/C.6/65/SR.11, par. 25), Ghana (A/C.6/65/SR.11, par. 63) et Koweït (70^e session, par. 10).

⁹³ Brésil (A/C.6/74/SR.17, par.33).

⁹⁴ Voir, par exemple, Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/73/SR.10, par. 107), Estonie (A/C.6/72/SR.14, par. 19), Guatemala (A/C.6/65/SR.10, par. 71), Pérou (A/C.6/73/SR.11, par. 5), Slovénie (A/C.6/75/SR.11, par. 89) et Royaume-Uni (74^e session, p. 1).

⁹⁵ Estonie (A/C.6/72/SR.14, par. 19).

liste d'infractions entrant dans le domaine d'application du principe⁹⁶. Ainsi, la Tunisie (au nom du Groupe des États africains) s'inquiète de ce que « certains pays œuvrent dangereusement et unilatéralement à en élargir la portée aux crimes relevant du *jus cogens* alors qu'il n'y a pas de fondement juridique solide et consensuel à une telle expansion⁹⁷ ». Plusieurs délégations soulignent que la compétence universelle est réservée aux seuls « crimes les plus graves⁹⁸ ». D'autres affirment que, sauf le cas de la piraterie⁹⁹, ou de la piraterie et de l'esclavage¹⁰⁰, il n'existe aucun consensus international concernant la portée et l'application du principe de compétence universelle.

IV. Application du principe de compétence universelle

A. Conditions d'application

25. De l'avis de certaines délégations, pour en prévenir l'abus¹⁰¹, la compétence universelle doit s'exercer dans le respect des principes du droit international et de la

⁹⁶ Voir, par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/66/SR.12, par. 3), Brésil (A/C.6/73/SR.12, par. 42), Cameroun (A/C.6/74/SR.17, par. 9), Éthiopie (A/C.6/68/SR.13, par. 8), France (A/C.6/64/SR.12, par. 76), Indonésie (A/C.6/73/SR.12, par. 32), Koweït (70^e session, par. 10), Royaume-Uni (A/C.6/70/SR.12, par. 89) et Viet Nam (A/C.6/73/SR.12, par. 7).

⁹⁷ Tunisie, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/64/SR.12, par. 16).

⁹⁸ Voir, par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/77/SR.12, par. 3), Burkina Faso (A/C.6/74/SR.17, par. 38), Cameroun (A/C.6/76/SR.15, par. 14) et Maroc (A/C.6/76/SR.15, par. 43). Voir également Canada, également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/71/SR.13, par. 30), Bélarus (70^e session, p. 1), Chili (A/C.6/65/SR.12, par. 6), Colombie (A/C.6/70/SR.12, par. 44), Éthiopie (A/C.6/68/SR.13, par. 8), France (A/C.6/64/SR.12, par. 76), Iran (République islamique d') (A/C.6/76/SR.14, par. 44), Israël (A/C.6/64/SR.13, par. 20), Pakistan (A/C.6/77/SR.12, par. 24), Pologne (A/C.6/68/SR.13, par. 69), Arabie saoudite (A/C.6/76/SR.15, par. 30), Sénégal (A/C.6/65/SR.11, par. 19), Sierra Leone (A/C.6/77/SR.12, par. 58), Singapour (A/C.6/78/SR.13, par. 45), Slovénie (A/C.6/75/SR.11, par. 89), Togo (A/C.6/78/SR.13, par. 22), Ouganda (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 9), Viet Nam (A/C.6/78/SR.13, par. 35) et Saint-Siège (A/C.6/76/SR.15, par. 66 et 67).

⁹⁹ Voir, par exemple, Chine (A/C.6/77/SR.12, par. 40), Indonésie (A/C.6/73/SR.12, par. 36) et Iran (République islamique d') (A/C.6/66/SR.13, par. 42).

¹⁰⁰ Malawi, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/65/SR.10, par. 60).

¹⁰¹ Voir sect. II. A.

Charte des Nations Unies¹⁰², singulièrement ceux de l'égalité souveraine des États, d'intégrité territoriale, de non-intervention dans les affaires intérieures des États et d'indépendance politique. La République islamique d'Iran (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés), par exemple, fait valoir que « les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, en particulier l'égalité souveraine des États, leur indépendance politique et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, doivent être strictement observés dans le cadre des procédures judiciaires¹⁰³ ». D'aucuns font également valoir qu'engage sa responsabilité internationale tout État dont un organe judiciaire interne viole les droits et intérêts légitimes que tel autre État tient du droit international¹⁰⁴. En outre, on souligne que c'est à l'ordre juridique de l'État de veiller à ce que les diverses branches de l'État coopèrent à la prévention des violations des obligations internationales susceptibles de découler des décisions judiciaires internes¹⁰⁵.

26. De l'avis de plusieurs délégations, le respect des immunités des représentants de l'État prescrit par le droit international coutumier est une condition d'application

¹⁰² Voir, par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/77/SR.12, par. 1), Égypte, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/68/SR.12, par. 73), Chili, au nom de la CELAC (A/C.6/67/SR.12, par. 10), Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 11), Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM (A/C.6/70/SR.12, par. 10), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/77/SR.12, par. 14), Bangladesh (A/C.6/67/SR.13, par. 16), Bélarus (A/C.6/71/SR.14, par. 20), Chine (A/C.6/77/SR.12, par. 40), Côte d'Ivoire (A/C.6/78/SR.13, par. 38), Érythrée (A/C.6/78/SR.13, par. 66), Eswatini (A/C.6/73/SR.11, par. 75), Éthiopie (A/C.6/76/SR.14, par. 101), Gambie (A/C.6/74/SR.17, par. 51), Grèce (A/C.6/66/SR.13, par. 17), Guinée (A/C.6/74/SR.17, par. 61), Haïti (A/C.6/76/SR.15, par. 37), Indonésie (A/C.6/73/SR.12, par. 35), Iran (République islamique d') (79^e session, par. 2), Israël (A/C.6/76/SR.14, par. 72), Kenya (A/C.6/78/SR.13, par. 50), Koweït (70^e session, par. 5), Liban (A/C.6/71/SR.13, par. 50), Lesotho (A/C.6/74/SR.16, par. 19), Libye (A/C.6/74/SR.17, par. 1), Malaisie (75^e session, par. 2), Mali (A/C.6/77/SR.13, par. 45), Mozambique (A/C.6/78/SR.13, par. 41), Myanmar (A/C.6/78/SR.13, par. 54), Nigéria (A/C.6/73/SR.12, par. 51), Norvège (A/C.6/70/SR.12, par. 53), Oman (A/C.6/76/SR.14, par. 77), Paraguay (A/C.6/75/SR.11, par. 56), Pologne (A/C.6/71/SR.13, par. 55), République de Corée (A/C.6/77/SR.12, par. 107), Fédération de Russie (A/C.6/77/SR.12, par. 75), Rwanda (A/C.6/74/SR.16, par. 13), Arabie saoudite (A/C.6/78/SR.13, par. 29), Singapour (A/C.6/78/SR.13, par. 46), Slovaquie (66^e session), Soudan (A/C.6/77/SR.13, par. 18), Suède (65^e session, p. 1), Suisse (75^e session, p. 1), République arabe syrienne (A/C.6/76/SR.14, par. 50), Thaïlande (A/C.6/74/SR.16, par. 7), Togo (A/C.6/78/SR.13, par. 23), Türkiye (A/C.6/78/SR.13, par. 51), Turkménistan (75^e session, par. 4), Émirats arabes unis (A/C.6/78/SR.13, par. 32), Royaume-Uni (A/C.6/64/SR.13, par. 7), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/77/SR.12, par. 103), Viet Nam (A/C.6/78/SR.13, par. 35), Saint-Siège (A/C.6/76/SR.15, par. 64) et Union africaine (76^e session, p. 1).

¹⁰³ Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/64/SR.12, par. 20).

¹⁰⁴ Chine (A/C.6/64/SR.12, par. 50).

¹⁰⁵ Fédération de Russie (A/C.6/64/SR.13, par. 15).

de la compétence universelle¹⁰⁶. Par exemple, l'Afrique du Sud (s'exprimant au nom du Groupe des États africains), fait observer que « l'abus de la compétence universelle risque de compromettre la lutte contre l'impunité ; il est donc essentiel, lorsque l'on applique le principe, de respecter d'autres normes du droit international, y compris... l'immunité des représentants de l'État en droit international coutumier¹⁰⁷ ». D'autres délégations se disent disposées à limiter les immunités en faisant application du principe d'universalité ou insistent sur la nécessité de concilier le respect des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies, dont celui de l'immunité des représentants de l'État, d'une part, et l'impératif de lutter contre l'impunité des crimes internationaux, d'autre part¹⁰⁸. Par exemple, s'exprimant au nom du Groupe des États arabes, le Qatar estime que « la portée et l'application [de la compétence universelle] doivent être définies afin de réaliser l'équilibre voulu entre le renforcement de la justice pénale internationale et l'élimination de l'impunité d'une part, et la préservation des relations amicales entre États, de l'autre¹⁰⁹ ». Certaines délégations sont partisans de défendre exclusivement l'immunité *ratione personae* des représentants de l'État¹¹⁰, ou affirment que l'immunité des représentants de l'État cesse de jouer dès que l'intéressé quitte ses fonctions¹¹¹. Sans nier qu'il puisse également exister un conflit entre la matière des immunités et la lutte contre l'impunité, plusieurs délégations relèvent qu'aucune solution n'a été arrêtée à ce jour ou que la question « n'est toujours pas réglée¹¹² ».

27. Certaines délégations soulignent que la question de l'applicabilité des immunités n'est pas propre au principe d'universalité en tant que titre de

¹⁰⁶ Voir, par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/77/SR.12, par. 1), Afrique du Sud, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/70/SR.12, par. 8), Algérie (A/C.6/78/SR.13, par. 64), Bahreïn (77^e session, p. 1), Belgique (65^e session, par. 15), Cameroun (A/C.6/77/SR.12, par. 69), Chine (A/C.6/76/SR.14, par. 64), Colombie (A/C.6/66/SR.12, par. 29), Cuba (71^e session, p. 2), Tchéquie (A/C.6/73/SR.11, par. 33), République démocratique du Congo (A/C.6/72/SR.14, par. 23), Guinée équatoriale (A/C.6/68/SR.14, par. 23), Eswatini (A/C.6/73/SR.11, par. 75), Éthiopie (A/C.6/77/SR.12, par. 36), Finlande (A/C.6/64/SR.12, par. 90), Gabon (A/C.6/74/SR.17, par. 53), Gambie (A/C.6/74/SR.14, par. 15), Ghana (A/C.6/65/SR.11, par. 66), Indonésie (A/C.6/77/SR.13, par. 39), Israël (A/C.6/76/SR.14, par. 72), Kenya (A/C.6/78/SR.13, par. 50), Lesotho (A/C.6/72/SR.14, par. 34), Malaisie (A/C.6/69/SR.11, par. 51), Mali (A/C.6/78/SR.13, par. 14), Mexique (A/C.6/73/SR.11, par. 55), Maroc (77^e session, p. 3), Mozambique (A/C.6/73/SR.12, par. 29), Nigéria (A/C.6/73/SR.12, par. 51), Oman (A/C.6/76/SR.14, par. 77), Pakistan (A/C.6/76/SR.14, par. 68), Philippines (A/C.6/78/SR.13, par. 10), Fédération de Russie (A/C.6/77/SR.12, par. 7), Rwanda (A/C.6/69/SR.12, par. 27), Slovaquie (75^e session, p. 5), Espagne (71^e session, p. 9), Sri Lanka (A/C.6/67/SR.13, par. 18), Soudan (A/C.6/77/SR.13, par. 18), République arabe syrienne (A/C.6/76/SR.14, par. 50), Togo (A/C.6/71/SR.14, par. 12), Turkménistan (75^e session, par. 4), République-Unie de Tanzanie (A/C.6/69/SR.12, par. 4), États (79^e session), Venezuela (République bolivarienne de) (A/C.6/71/SR.13, par. 61), Viet Nam (A/C.6/75/SR.11, par. 69) et Zimbabwe (A/C.6/77/SR.13, par. 42).

¹⁰⁷ Afrique du Sud, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/70/SR.12, par. 8).

¹⁰⁸ Voir, par exemple Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 10), Azerbaïdjan (A/C.6/67/SR.13, par. 38), Bélarus (A/C.6/68/SR.13, par. 6), Burkina Faso (A/C.6/71/SR.13, par. 48), Chili (A/C.6/68/SR.13, par. 39), Costa Rica (A/C.6/64/SR.12, par. 30), Côte d'Ivoire (A/C.6/78/SR.13, par. 39), Eswatini (A/C.6/66/SR.12, par. 51), Allemagne (77^e session, p. 1), Kenya (65^e session, p. 3), Nouvelle-Zélande (77^e session, par. 5), Panama (79^e session, p. 2), Rwanda (65^e session, p. 5) et Saint-Siège (A/C.6/75/SR.11, par. 111).

¹⁰⁹ Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 10).

¹¹⁰ Voir, par exemple, Allemagne (77^e session, p. 1) et Nouvelle-Zélande (77^e session, par. 5).

¹¹¹ Rwanda (65^e session, p. 5).

¹¹² Voir, par exemple, Albanie (A/C.6/68/SR.14, par. 4), Brésil (A/C.6/71/SR.13, par. 78), République démocratique du Congo (A/C.6/69/SR.11, par. 39), Estonie (A/C.6/72/SR.14, par. 19), Inde (A/C.6/71/SR.14, par. 28), Nigéria (A/C.6/71/SR.13, par. 82), Pakistan (A/C.6/74/SR.17, par. 21), Slovaquie (A/C.6/75/SR.11, par. 89), Slovaquie (A/C.6/73/SR.11, par. 25), Royaume-Uni (A/C.6/72/SR.15, par. 3) et Zambie (A/C.6/73/SR.12, par. 14).

compétence¹¹³. S'exprimant également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, l'Australie fait observer, par exemple, que « les immunités dont jouit l'accusé ne peuvent être prises en considération par un tribunal national qu'après que la compétence, universelle ou autre, a été établie¹¹⁴ ». D'aucuns estiment que la Sixième Commission devrait examiner séparément le sujet des immunités et celui de la compétence universelle¹¹⁵.

B. Critères d'exercice de la compétence

28. Plusieurs délégations subordonnent l'exercice de la compétence universelle à la consultation ou au consentement préalable de l'État du lieu de commission de l'infraction ou de l'État dont l'accusé est ressortissant¹¹⁶. Par exemple, pour Cuba « le principe doit être invoqué avec le consentement de l'État lieu de commission du fait ou de l'État dont l'accusé est un ressortissant et seulement après qu'il a été établi qu'il n'existe aucun autre moyen de poursuivre l'auteur¹¹⁷ ». Selon d'autres délégations, le consentement du pouvoir exécutif ou d'un juriste de haut rang de l'État exerçant la compétence universelle est ou devrait être exigé comme condition d'application du principe¹¹⁸. Ainsi, la Slovénie propose que, outre les autres conditions qui viendraient prévenir tout éventuel abus de la compétence universelle, « une autre condition pourrait consister à subordonner toute poursuite sous l'empire du principe de compétence universelle à l'approbation de l'autorité compétente (soit de l'Attorney General ou du Ministre de la justice ou des affaires étrangères)¹¹⁹ ».

29. Certaines délégations soulignent que les lois d'amnistie internes doivent être sans effet sur l'application du principe d'universalité¹²⁰. Par exemple, selon la Jordanie « les auteurs de ces infractions ne doivent pas se soustraire à des poursuites, soit par le jeu de l'amnistie ... ou par la prévention de tout jugement par telle administration régionale¹²¹ ». D'autres délégations soulignent qu'il reste à déterminer la relation qui existe entre la compétence universelle et les lois internes portant grâce et amnistie¹²².

30. S'agissant de la question de la relation entre les différents titres de compétence, un certain nombre de délégations soulignent qu'il faudrait donner la priorité aux titres

¹¹³ Voir, par exemple, Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 8), Autriche (A/C.6/64/SR.12, par. 82), Guatemala (A/C.6/68/SR.13, par. 40), Irlande (A/C.6/66/SR.13, par. 40), Liechtenstein (A/C.6/65/SR.12, par. 37), Norvège (A/C.6/68/SR.13, par. 18), Sierra Leone (A/C.6/74/SR.14, par. 25) and Suède (A/C.6/65/SR.12, par. 15).

¹¹⁴ Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 8).

¹¹⁵ Autriche (A/C.6/73/SR.12, par. 21) et Irlande (A/C.6/66/SR.13, par. 40). Voir également Canada, au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/65/SR.10, par. 67) et Norvège (A/C.6/68/SR.13, par. 18).

¹¹⁶ Voir, par exemple, Maroc, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/77/SR.13, par. 7), Brésil (déclaration faite en plénière, 78^e session, p. 2), Colombie (A/C.6/66/SR.12, par. 28), Cuba (A/C.6/74/SR.16, par. 16), Indonésie (A/C.6/72/SR.14, par. 7) et Mozambique (A/C.6/78/SR.13, par. 40).

¹¹⁷ Cuba (69^e session, p. 1).

¹¹⁸ Voir, par exemple, Australie (73^e session, p. 3), Égypte (A/C.6/69/SR.12, par. 33), Irlande (78^e session, p. 4), Israël (A/C.6/68/SR.14, par. 2), Slovénie (75^e session, pp. 5 et 7), Suède (66^e session, p. 1), Royaume-Uni (ibid., p. 4) et CICR (A/C.6/69/SR.12, par. 56).

¹¹⁹ Slovénie (75^e session, p. 5).

¹²⁰ Voir, par exemple, Costa Rica (A/C.6/64/SR.12, par. 30), El Salvador (73^e session, p. 1), Guatemala (A/C.6/70/SR.13, par. 17), Jordanie (70^e session, p. 4), Pérou (A/C.6/66/SR.12, par. 33), Rwanda (65^e session, p. 5) et Turkménistan (75^e session, par. 10).

¹²¹ Jordanie (70^e session, p. 4).

¹²² Voir, par exemple, Burkina Faso (A/C.6/71/SR.13, par. 47), Inde (A/C.6/71/SR.14, par. 28) et Liechtenstein (A/C.6/72/SR.14, par. 17).

de compétence primaires, dont ceux fondés sur les principes de territorialité, de personnalité active, de personnalité passive et de protection, par rapport au principe d'universalité¹²³. D'aucuns font remarquer que le principe d'universalité ne doit trouver à s'appliquer que lorsque l'État ayant des liens de connexité primaires « ne veut pas ou ne peut pas » mener des enquêtes et/ou poursuites contre l'auteur présumé¹²⁴. Par exemple, d'après le Bahreïn « l'application du principe de compétence universelle doit être réservée aux cas où l'État ayant compétence primaire

¹²³ Voir, par exemple, Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/77/SR.13, par. 37), Union européenne (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 4), Afrique du Sud, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/75/SR.11, par. 6), Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 9), Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/77/SR.12, par. 10), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 6), Suisse, également au nom du Liechtenstein (A/C.6/68/SR.13, par. 1), Algérie (A/C.6/78/SR.13, par. 63), Argentine (A/C.6/77/SR.13, par. 14), Bahreïn (77^e session, p. 1), Bosnie-Herzégovine (66^e session), Brésil (A/C.6/77/SR.12, par. 44), Burkina Faso (ibid., par. 81), Cameroun (A/C.6/76/SR.15, par. 14), Chili (A/C.6/77/SR.13, par. 10), Chine (A/C.6/77/SR.12, par. 40), Côte d'Ivoire (A/C.6/78/SR.13, par. 38), Croatie (A/C.6/70/SR.13, par. 8), Cuba (A/C.6/77/SR.12, par. 55), Tchéquie (A/C.6/76/SR.14, par. 90), Danemark (65^e session, p. 2), Égypte (79^e session, par. 2), Éthiopie (A/C.6/77/SR.12, par. 101), Finlande (A/C.6/74/SR.17, par. 53), Gabon (A/C.6/73/SR.11, par. 23), Guatemala (A/C.6/68/SR.13, par. 23), Hongrie (78^e session, par. 3), Indonésie (A/C.6/77/SR.13, par. 39), Iran (République islamique d') (A/C.6/70/SR.12, par. 102), Israël (A/C.6/74/SR.15, par. 15), Jordanie (A/C.6/77/SR.12, par. 19), Kenya (A/C.6/73/SR.11, par. 58), Liban (A/C.6/72/SR.14, par. 27), Maurice (A/C.6/78/SR.13, par. 14), Mexique (A/C.6/75/SR.11, par. 67), Maroc (78^e session, p. 1), Mozambique (A/C.6/78/SR.13, par. 41), Myanmar (ibid., par. 51), Nigéria (A/C.6/73/SR.12, par. 52), Norvège (A/C.6/68/SR.13, par. 15), Pakistan (A/C.6/77/SR.12, par. 23), Pérou (A/C.6/69/SR.11, par. 44), Philippines (A/C.6/78/SR.13, par. 10), Sénégal (A/C.6/75/SR.11, par. 60), Singapour (A/C.6/78/SR.13, par. 44), Slovaquie (66^e session), Slovénie (A/C.6/77/SR.12, par. 63), Soudan (A/C.6/74/SR.15, par. 20), Thaïlande (A/C.6/70/SR.12, par. 86), Togo (A/C.6/78/SR.13, par. 21), Türkiye (A/C.6/77/SR.13, par. 30), Ouganda (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 4), Émirats arabes unis (A/C.6/78/SR.13, par. 57), Royaume-Uni (A/C.6/72/SR.14, par. 2), États-Unis (A/C.6/71/SR.13, par. 74), Uruguay (A/C.6/73/SR.11, par. 83), Venezuela (République bolivarienne de) (A/C.6/77/SR.12, par. 103), Viet Nam (A/C.6/73/SR.12, par. 7), Zimbabwe (A/C.6/77/SR.13, par. 42), Saint-Siège (A/C.6/76/SR.15, par. 64), Union africaine (76^e session, p. 2), CICR (A/C.6/74/SR.17, par. 73) et OMI (79^e session, par. 10).

¹²⁴ Voir, par exemple, Qatar, au nom du Groupe des États arabes (A/C.6/66/SR.12, par. 9), Suède, au nom des pays nordiques (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 7), Australie, au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/66/SR.12, par. 6), Lituanie, au nom des États baltes (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 2), Suisse, également au nom du Liechtenstein (A/C.6/68/SR.13, par. 1), Albanie (A/C.6/68/SR.14, par. 4), Algérie (A/C.6/78/SR.13, par. 63), Argentine (77^e session, p. 1), Azerbaïdjan (A/C.6/69/SR.12, par. 12), Bahreïn (77^e session, p. 1), Belgique (65^e session, par. 5), Burkina Faso (A/C.6/77/SR.12, par. 81), Cameroun (A/C.6/76/SR.15, par. 14), Chili (A/C.6/75/SR.11, par. 11), Costa Rica (A/C.6/64/SR.12, par. 29), Côte d'Ivoire (A/C.6/78/SR.13, par. 38), Tchéquie (A/C.6/73/SR.11, par. 32), Égypte (79^e session, par. 3), Gabon (A/C.6/74/SR.17, par. 53), Grèce (A/C.6/66/SR.13, par. 17), Hongrie (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 4), Indonésie (A/C.6/73/SR.12, par. 35), Jordanie (A/C.6/77/SR.12, par. 19), Kenya (A/C.6/73/SR.11, par. 58), Liban (A/C.6/72/SR.14, par. 27), Lesotho (A/C.6/67/SR.12, par. 58), Malaisie (A/C.6/67/SR.13, par. 43), Mexique (A/C.6/75/SR.11, par. 67), Maroc (78^e session, p. 1), Mozambique (A/C.6/78/SR.13, par. 41), Myanmar (ibid., par. 53), Nigéria (A/C.6/73/SR.12, par. 52), Oman (A/C.6/76/SR.14, par. 77), Pakistan (A/C.6/77/SR.12, par. 23), Arabie saoudite (A/C.6/76/SR.15, par. 30), Sénégal (ibid., par. 41), Serbie (A/C.6/74/SR.17, par. 45), Singapour (A/C.6/78/SR.13, par. 45), Slovaquie (66^e session), Slovénie (75^e session, p. 3), Afrique du Sud (A/C.6/77/SR.12, par. 93), Espagne (71^e session, p. 7), Soudan (A/C.6/75/SR.11, par. 39), République arabe syrienne (A/C.6/78/SR.13, par. 61), Togo (ibid., par. 20), Royaume-Uni (A/C.6/70/SR.12, par. 91), États-Unis (ibid., par. 80), Uruguay (A/C.6/73/SR.11, par. 83), Viet Nam (A/C.6/69/SR.12, par. 38), Zimbabwe (A/C.6/76/SR.15, par. 49), Saint-Siège (A/C.6/75/SR.11, par. 112), Union africaine (76^e session, p. 3) et CICR (69^e session, p. 6).

ne veut pas ou ne peut pas exercer sa compétence¹²⁵ ». À l'appui de la thèse de la primauté de la compétence territoriale, plusieurs délégations font valoir que les autorités de l'État sur le territoire duquel l'infraction a été commise a souvent plus facilement accès aux éléments de preuve, témoins et victimes¹²⁶.

C. Aspects procéduraux

31. Un certain nombre de délégations sont d'avis que l'auteur présumé doit se trouver sur le territoire de l'État pour que ce dernier puisse exercer sa compétence universelle à son égard¹²⁷. Certaines délégations considèrent que l'obligation faite à tout État d'exercer sa compétence universelle par tels traités internationaux et/ou le droit international coutumier n'opère que lorsque l'auteur présumé se trouve sur le territoire dudit État¹²⁸. D'autres estiment que la présence de l'auteur présumé sur le territoire de l'État est, en fait, un élément entrant dans la définition de la compétence universelle¹²⁹.

32. Selon plusieurs délégations, la compétence universelle doit s'exercer dans le respect du principe *ne bis in idem* ou de la « non dualité des poursuites », en ce sens qu'elle ne peut trouver application lorsque l'auteur présumé a été déjà jugé pour l'infraction considérée par un tribunal étranger ou international¹³⁰. Néanmoins, certaines délégations trouvent des exceptions au principe *ne bis in idem* dans certaines circonstances¹³¹. Par exemple, Türkiye fait valoir que le principe *ne bis in idem* ne trouve pas application en présence de certaines catégories d'infractions, déclarant qu'à la demande du ministre de la justice, certaines infractions « peuvent donner lieu à des poursuites en Türkiye quand bien même une décision de condamnation ou

¹²⁵ Bahreïn (77^e session, p. 1).

¹²⁶ Voir, par exemple, Nouvelle-Zélande, également au nom du Canada et de l'Australie (A/C.6/76/SR.14, par. 36), El Salvador (A/C.6/69/SR.11, par. 48), Allemagne (74^e session, pp. 1 à 2), Hongrie (78^e session, p. 2), Pakistan (A/C.6/76/SR.14, par. 66), Slovénie (75^e session, p. 3), Royaume-Uni (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 2) et Union africaine (76^e session, par. 8).

¹²⁷ Voir, par exemple Canada, également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/65/SR.10, par. 66), Albanie (A/C.6/68/SR.14, par. 3), Autriche (79^e session, par. 1), Belgique (65^e session, par. 11), Cameroun (65^e session, p. 4), Chili (A/C.6/77/SR.13, par. 12), Colombie (A/C.6/77/SR.12, par. 20), Tchéquie (70^e session, p. 1), Danemark (65^e session, p. 4), Égypte (A/C.6/69/SR.12, par. 33), France (A/C.6/64/SR.12, par. 77), Allemagne (77^e session, p. 2), Grèce (A/C.6/66/SR.13, par. 17), Iran (République islamique d') (79^e session, par. 3), Iraq (65^e session, p. 1), Italie (77^e session), Kenya (A/C.6/74/SR.16, par. 18), Mexique (73^e session, p. 4), Maroc (79^e session, par. IV), Mozambique (A/C.6/78/SR.13, par. 42), Norvège (A/C.6/70/SR.12, par. 53), Paraguay (A/C.6/74/SR.17, par. 59), Pérou (A/C.6/69/SR.11, par. 44), Philippines (66^e session), Pologne (A/C.6/70/SR.12, par. 77), Portugal (75^e session, p. 1), Qatar (66^e session), République de Corée (77^e session, p. 4), Sénégal (75^e session, p. 2), Serbie (A/C.6/71/SR.14, par. 40), Slovénie (75^e session, p. 6), Afrique du Sud (A/C.6/73/SR.11, par. 46), Espagne (79^e session, par. 5), Tunisie (65^e session, p. 12), États-Unis (79^e session, par. 2), Uruguay (A/C.6/73/SR.11, par. 84), Viet (A/C.6/78/SR.13, par. 35), Saint-Siège (A/C.6/74/SR.17, par. 70), Union africaine (76^e session, par. 7), CICR (71^e session, p. 2) et OMI (79^e session, par. 9).

¹²⁸ Belgique (65^e session, par. 9) et France (A/C.6/64/SR.12, par. 77).

¹²⁹ États-Unis (A/C.6/64/SR.13, par. 24).

¹³⁰ Voir, par exemple, Arménie (77^e session, p. 1), Bélarus (A/C.6/65/SR.10, par. 75), Brésil (78^e session, p. 4), Cameroun (A/C.6/76/SR.15, par. 14), Canada (75^e session, p. 4), Congo (A/C.6/69/SR.11, par. 68), El Salvador (67^e session, p. 2), Finlande (65^e session, p. 7), Iraq (74^e session), Mexique (A/C.6/76/SR.14, par. 81), Paraguay (66^e session), Philippines (66^e session), République de Moldova (74^e session), Slovénie (A/C.6/71/SR.14, par. 4), Soudan (A/C.6/74/SR.15, par. 20), République arabe syrienne (A/C.6/78/SR.13, par. 60) et CICR (69^e session, p. 4).

¹³¹ Belgique (65^e session, par. 17), Colombie (68^e session, p. 11), Türkiye (75^e session, p. 1) et Royaume-Uni (A/C.6/72/SR.14, par. 3).

d'acquittement aurait été rendue dans un pays tiers concernant l'infraction en cause¹³² ».

33. Certaines délégations soulignent que la compétence universelle doit s'exercer dans le respect du principe de double incrimination, en ce sens que l'infraction doit être réprimée à la fois dans l'État poursuivant et dans celui qui en est le lieu de commission¹³³. De l'avis du Soudan, pour que la compétence universelle puisse s'exercer dans l'ordre interne soudanais « l'infraction doit être réprimée tant au Soudan que dans l'État où elle a été commise¹³⁴ ». D'autres délégations soutiennent à l'opposé que la compétence universelle peut s'exercer quelle que soit la législation de l'État dans lequel l'infraction a été commise¹³⁵.

34. De l'avis de plusieurs délégations, la compétence universelle doit s'exercer dans le respect des garanties de la légalité internationale et du principe de non-refoulement¹³⁶. Ainsi, pour la Croatie « l'État exerçant la compétence universelle est tenu de respecter les normes internationales garantissant la régularité de la procédure et d'exercer cette compétence de bonne foi ... conformément à l'ensemble des règles applicables du droit international et de la courtoisie internationale¹³⁷ ». En outre, certaines délégations voient dans le principe *nullum crimen, nulla poena sine lege* une limite à l'application du principe d'universalité¹³⁸. Certaines délégations soulignent que l'État ne doit pas extraditer un accusé vers tout État étranger cherchant à exercer la compétence universelle s'il existe de sérieuses raisons de croire que l'accusé risquerait d'être soumis à la torture, à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ou à la peine capitale¹³⁹.

35. De l'avis d'un certain nombre de délégations, certaines infractions, dont celles justiciables de la compétence universelle, sont imprescriptibles¹⁴⁰. Par exemple, la

¹³² Türkiye (75^e session, p. 2).

¹³³ Voir, par exemple, Cameroun (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 9), Croatie (70^e session, par. 2), Tchèque (70^e session, p. 1), El Salvador (A/C.6/78/SR.13, par. 7), Finlande (65^e session, p. 6), Malaisie (65^e session, p. 4), Pologne (A/C.6/70/SR.12, par. 77), Slovénie (75^e session, p. 7), Soudan (A/C.6/75/SR.11, par. 39) et Viet Nam (A/C.6/75/SR.11, par. 69).

¹³⁴ Soudan (A/C.6/75/SR.11, par. 39).

¹³⁵ Voir, par exemple, Arménie (77^e session, p. 1), Autriche (78^e session, p. 1), Costa Rica (77^e session, p. 1), Cuba (70^e session, p. 3), Grèce (79^e session), Hongrie (78^e session, par. 2), Iraq (65^e session, p. 2), Pays-Bas (Royaume des) (A/C.6/77/SR.12, par. 110) et Norvège (A/C.6/70/SR.12, par. 54).

¹³⁶ Voir, par exemple, Tunisie, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/64/SR.12, par. 15), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/69/SR.11, par. 5), Arménie (65^e session, p. 3), Bélarus (A/C.6/71/SR.14, par. 20), Cameroun (A/C.6/77/SR.12, par. 68), Colombie (A/C.6/70/SR.12, par. 45), Croatie (A/C.6/70/SR.13, par. 8), Kenya (A/C.6/69/SR.12, par. 35), Liban (A/C.6/70/SR.12, par. 93), Libye (A/C.6/74/SR.17, par. 1), Pérou (A/C.6/65/SR.10, par. 78), Fédération de Russie (A/C.6/64/SR.13, par. 16), Singapour (A/C.6/71/SR.13, par. 68), Suède (69^e session, p. 1), Togo (A/C.6/71/SR.14, par. 12), États-Unis (A/C.6/70/SR.12, par. 81) et Viet Nam (A/C.6/68/SR.14, par. 22).

¹³⁷ Croatie (A/C.6/70/SR.13, par. 8).

¹³⁸ Voir, par exemple, Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/72/SR.13, par. 23), Brésil (A/C.6/75/SR.11, par. 33), Cameroun (A/C.6/76/SR.15, par. 14), Colombie (A/C.6/69/SR.11, par. 43), El Salvador (67^e session, p. 3), Gabon (A/C.6/74/SR.17, par. 53), Géorgie (71^e session, p. 3), Liechtenstein (A/C.6/77/SR.12, par. 27), Lituanie (66^e session, p. 3), Thaïlande (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 10), Saint-Siège (A/C.6/75/SR.11, par. 112) et Conseil de l'Europe (68^e session, p. 5).

¹³⁹ Voir, par exemple, Arménie (65^e session, p. 2), Fédération de Russie (A/C.6/64/SR.13, par. 16) et Sri Lanka (A/C.6/76/SR.15, par. 21).

¹⁴⁰ Voir, par exemple, Azerbaïdjan (70^e session, p. 2), Bélarus (74^e session), Bolivie (État plurinational de) (65^e session), Croatie (70^e session, par. 1), El Salvador (A/C.6/77/SR.12, par. 39), Jordanie (70^e session, p. 4), Lituanie (66^e session), Maroc (A/C.6/72/SR.14, par. 31), Paraguay (A/C.6/75/SR.11, par. 55), Rwanda (65^e session, p. 5), Slovénie (A/C.6/71/SR.14, par. 4) et Suède (69^e session, p. 2).

Suède fait observer que selon la législation interne suédoise, « sont imprescriptibles le génocide, les crimes contre l'humanité, les graves crimes de guerre et la tentative de ces infractions¹⁴¹ ». Certaines délégations relèvent que les lois internes de certains États gouvernant la prescription font souvent entrave à l'exercice de la compétence universelle¹⁴².

36. Certaines délégations sont disposées à discuter au sein de la Sixième Commission, des garanties d'indépendance des autorités de poursuite et des limites au pouvoir d'appréciation de l'opportunité des poursuites en présence de cas donnant lieu à l'exercice de la compétence universelle¹⁴³. Pour d'autres, la prudence s'impose pour prévenir tout abus du pouvoir d'appréciation de l'opportunité des poursuites en matière d'application de la compétence universelle¹⁴⁴.

D. Assistance et coopération internationales

37. Un certain nombre de délégations préconisent de renforcer la coopération internationale en matière pénale aux fins de l'exercice du principe d'universalité, voyant dans cette coopération un élément essentiel de la mise en œuvre efficace dudit principe¹⁴⁵. Pour d'autres délégations, les mécanismes d'assistance et de coopération en matière pénale sont, non pas tant des éléments déterminants de la compétence universelle que des solutions alternatives préférables à l'application du principe¹⁴⁶. De plus, d'autres considèrent que la coopération internationale tend à voir définir un ensemble de règles et de garanties venant encadrer l'exercice de la compétence universelle¹⁴⁷. La Gambie (s'exprimant au nom du Groupe des États africains) s'oppose à toute invocation du principe de compétence universelle « en dehors des mécanismes multilatéraux ... sans appliquer les garanties de coopération du système international¹⁴⁸ ».

¹⁴¹ Suède (69^e session, p. 2).

¹⁴² Voir, par exemple, Argentine (73^e session, p. 3), Burkina Faso (A/C.6/71/SR.13, par. 48) et Tchèque (65^e session, p. 2).

¹⁴³ Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/74/SR.14, par. 17) et Singapour (A/C.6/71/SR.13, par. 68).

¹⁴⁴ Norvège (A/C.6/71/SR.14, par. 38).

¹⁴⁵ Voir, par exemple. Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/76/SR.14, par. 33), Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande (A/C.6/69/SR.11, par. 6), Bélarus (A/C.6/70/SR.12, par. 30), Cameroun (A/C.6/74/SR.17, par. 11), Colombie (76^e session, p. 4), Costa Rica (A/C.6/75/SR.11, par. 87), Égypte (A/C.6/74/SR.17, par. 6), Éthiopie (A/C.6/74/SR.17, par. 8), Allemagne (A/C.6/64/SR.12, par. 88), Guatemala (A/C.6/66/SR.12, par. 23), Indonésie (A/C.6/72/SR.14, par. 7), Italie (A/C.6/68/SR.14, par. 35), Jordanie (70^e session, p. 4), Liechtenstein (A/C.6/74/SR.14, par. 21), Malaisie (77^e session, p. 5), Mali (74^e session, p. 2), Maroc (A/C.6/76/SR.15, par. 45), Nigéria (A/C.6/74/SR.17, par. 26), Norvège (A/C.6/67/SR.12, par. 64), Oman (70^e session, p. 1), Sénégal (72^e session, p. 4), Slovaquie (A/C.6/70/SR.12, par. 48), Afrique du Sud (A/C.6/73/SR.11, par. 48), Suisse (A/C.6/76/SR.14, par. 88), Togo (A/C.6/71/SR.14, par. 14), Türkiye (A/C.6/74/SR.17, par. 65), Zambie (A/C.6/75/SR.12, par. 3), Zimbabwe (A/C.6/75/SR.11, par. 97), Union européenne (70^e session, p. 3) et CICR (A/C.6/69/SR.12, par. 57).

¹⁴⁶ Algérie (A/C.6/67/SR.12, par. 42), Fédération de Russie (A/C.6/77/SR.12, par. 76) et Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/77/SR.12, par. 105).

¹⁴⁷ Gambie, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/74/SR.14, par. 15) et Rwanda (A/C.6/72/SR.14, par. 9).

¹⁴⁸ Gambie, au nom du Groupe des États africains (A/C.6/74/SR.14, par. 15).

V. Travaux futurs sur le point de l'ordre du jour

A. Résultat escompté de l'examen de la question

38. De l'avis de certaines délégations, les discussions consacrées au point de l'ordre du jour par la Sixième Commission devraient avoir pour résultat l'adoption d'un instrument international contraignant qui viendrait uniformiser l'application de la compétence universelle¹⁴⁹. Par exemple, d'après le Koweït « la communauté internationale, agissant par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, devrait asseoir fermement le principe de compétence universelle et en assurer la diffusion par le biais d'une convention ou d'un instrument de portée internationale sur la matière, le but étant de systématiser à l'échelle universelle, les règles, mesures, procédures et modalités d'application de ce type de compétence¹⁵⁰ ». D'autres délégations s'opposent à l'idée de voir élaborer un instrument international sur la compétence universelle comme issue des discussions ou déconseillent par prudence de le faire¹⁵¹.

39. Plusieurs délégations sont partisans de l'idée de voir élaborer des lignes directrices, normes ou règles internationales gouvernant l'application de la compétence universelle¹⁵². L'Union africaine, par exemple, est favorable à « l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de résolutions préconisant de définir des lignes directrices claires concernant la portée, l'application et les limites de l'invocation du principe de compétence universelle dans le respect du droit international positif¹⁵³ ». Certaines délégations soulignent que la définition de telles lignes directrices, normes ou règles doit avoir pour finalité de neutraliser tout abus politique du principe¹⁵⁴. D'autres délégations sont contre l'idée de voir définir de telles normes ou lignes directrices¹⁵⁵.

40. Plusieurs délégations proposent d'instituer un mécanisme de surveillance ayant pour vocation de prévenir tous abus dans l'application du principe de compétence universelle¹⁵⁶, d'autres se disant opposées à cette proposition¹⁵⁷.

¹⁴⁹ Bosnie-Herzégovine (66^e session), Burkina Faso (A/C.6/77/SR.12, par. 80), El Salvador (A/C.6/65/SR.11, par. 72), Koweït (65^e session, p. 4), Liban (A/C.6/65/SR.11, par. 50) et Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/72/SR.14, par. 37).

¹⁵⁰ Koweït (65^e session, p. 4).

¹⁵¹ Malaisie (A/C.6/66/SR.12, par. 64) et Royaume-Uni (A/C.6/70/SR.12, par. 92).

¹⁵² Voir, par exemple, Argentine (A/C.6/66/SR.12, par. 71), Costa Rica (A/C.6/75/SR.11, par. 87), Chili (A/C.6/66/SR.13, par. 23), République démocratique du Congo (A/C.6/67/SR.12, par. 50), El Salvador (69^e session, p. 3), Estonie (A/C.6/72/SR.14, par. 19), Éthiopie (A/C.6/64/SR.13, par. 48), Rwanda (A/C.6/65/SR.11, par. 4), Sénégal (75^e session, p. 2), République-Unie de Tanzanie (A/C.6/64/SR.12, par. 75), Viet Nam (A/C.6/70/SR.12, par. 68) et Union africaine (75^e session, par. 2).

¹⁵³ Union africaine (75^e session, par. 2).

¹⁵⁴ Chili (A/C.6/67/SR.12, par. 37), Cuba (A/C.6/68/SR.14, par. 13), République démocratique du Congo (A/C.6/69/SR.11, par. 38), Éthiopie (A/C.6/68/SR.13, par. 10), Fédération de Russie (A/C.6/77/SR.12, par. 77), Rwanda (A/C.6/65/SR.11, par. 4) et Viet Nam (A/C.6/72/SR.14, par. 26).

¹⁵⁵ Brésil (A/C.6/66/SR.13, par. 51) et Fédération de Russie (A/C.6/69/SR.11, par. 21).

¹⁵⁶ Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/77/SR.12, par. 3), Algérie (A/C.6/66/SR.12, par. 66), Bangladesh (A/C.6/73/SR.12, par. 50), Cuba (67^e session, p. 2), Eswatini (A/C.6/64/SR.12, par. 34), Éthiopie (A/C.6/74/SR.17, par. 8), Jordanie (70^e session, p. 4), République-Unie de Tanzanie (A/C.6/64/SR.12, par. 75) et Saint-Siège (A/C.6/74/SR.17, par. 71).

¹⁵⁷ Belgique (A/C.6/65/SR.11, par. 43), Tchèque (A/C.6/68/SR.13, par. 55), Finlande (A/C.6/66/SR.13, par. 29), Irlande (ibid., par. 41), Liechtenstein (A/C.6/65/SR.12, par. 37), Pays-Bas (Royaume des) (A/C.6/66/SR.13, par. 46), Fédération de Russie (A/C.6/65/SR.11, par. 60) et Slovaquie (A/C.6/64/SR.12, par. 65).

B. Instance de discussion

41. Les délégations divergent quant à savoir quelle est l'instance de discussion préférable de la question de la portée et de l'application du principe de compétence universelle. D'aucuns sont favorables à l'idée de renvoyer le sujet à la Commission du droit international (CDI) ou sont disposés à l'envisager¹⁵⁸. Certains en trouvent l'idée d'autant plus opportune que la CDI examine ou a déjà examiné des sujets étroitement liés au principe, tels que ceux de l'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*) et de l'immunité de juridiction pénale des représentants de l'État¹⁵⁹. D'aucuns s'opposent également à l'idée de renvoyer le sujet à la CDI, motif pris notamment du caractère controversé de la compétence universelle, des divergences de vues que le sujet suscite parmi les États et de l'absence de pratique étatique constante en la matière¹⁶⁰.

¹⁵⁸ Voir, par exemple. Cuba, au nom de la CELAC (A/C.6/68/SR.12, par. 69), Chili, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/66/SR.12, par. 5), Suède, au nom des pays nordiques (A/C.6/73/SR.10, par. 107), Lituanie, au nom des États baltes (déclaration faite en plénière, 78^e session, par. 9), Tchéquie, également au nom de l'Autriche et de la Slovaquie (ibid., par. 6), Suisse, également au nom du Liechtenstein (A/C.6/68/SR.13, par. 2), Albanie (A/C.6/68/SR.14, par. 5), Autriche (A/C.6/67/SR.13, par. 15), Azerbaïdjan (A/C.6/68/SR.14, par. 34), Bélarus (A/C.6/65/SR.10, par. 77), Belgique (A/C.6/65/SR.11, par. 42), Brésil (A/C.6/73/SR.12, par. 44), Colombie (A/C.6/77/SR.12, par. 21), Costa Rica (A/C.6/76/SR.15, par. 34), Estonie (A/C.6/72/SR.14, par. 19), Gambie (A/C.6/74/SR.17, par. 51), Allemagne (A/C.6/65/SR.11, par. 75), Jordanie (A/C.6/77/SR.12, par. 19), Kenya (A/C.6/74/SR.16, par. 20), Liban (A/C.6/70/SR.12, par. 95), Lesotho (A/C.6/65/SR.12, par. 39), Liechtenstein (ibid., par. 35), Malaisie (A/C.6/66/SR.12, par. 64), Mexique (A/C.6/71/SR.13, par. 65), Myanmar (A/C.6/78/SR.13, par. 54), Pays-Bas (Royaume des) (A/C.6/77/SR.12, par. 111), Nigéria (A/C.6/71/SR.13, par. 83), Panama (A/C.6/73/SR.12, par. 2), Pérou (A/C.6/64/SR.12, par. 71), République de Corée (A/C.6/65/SR.11, par. 15), Sénégal (A/C.6/67/SR.12, par. 33), Sierra Leone (A/C.6/73/SR.11, par. 52), Slovaquie (A/C.6/74/SR.15, par. 5), Slovénie (A/C.6/76/SR.14, par. 96), Afrique du Sud (A/C.6/74/SR.16, par. 26), Espagne (A/C.6/66/SR.13, par. 39), Sri Lanka (A/C.6/67/SR.13, par. 22), Suisse (A/C.6/64/SR.12, par. 24), Thaïlande (A/C.6/74/SR.16, par. 4), Togo (A/C.6/71/SR.14, par. 14), Uruguay (A/C.6/73/SR.11, par. 85), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/71/SR.13, par. 62) et Viet Nam (A/C.6/65/SR.11, par. 47).

¹⁵⁹ El Salvador, au nom de la CELAC (A/C.6/72/SR.13, par. 16), Tchéquie (A/C.6/75/SR.11, par. 43), Allemagne (A/C.6/65/SR.11, par. 75), Guatemala (A/C.6/69/SR.11, par. 16), Irlande (A/C.6/66/SR.13, par. 41), Liechtenstein (A/C.6/65/SR.12, par. 36), Malaisie (A/C.6/66/SR.12, par. 64), République de Corée (A/C.6/68/SR.13, par. 32), Suède (A/C.6/65/SR.12, par. 17) et Viet Nam (A/C.6/70/SR.12, par. 68).

¹⁶⁰ Iran (République islamique d'), au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.6/77/SR.12, par. 4), Algérie (A/C.6/76/SR.15, par. 63), Burkina Faso (A/C.6/64/SR.13, par. 23), Chine (A/C.6/77/SR.12, par. 42), Israël (A/C.6/74/SR.15, par. 13), Philippines (A/C.6/75/SR.11, par. 23), Fédération de Russie (A/C.6/73/SR.11, par. 69), Soudan (A/C.6/73/SR.11, par. 21), République arabe syrienne (A/C.6/74/SR.15, par. 24), Royaume-Uni (A/C.6/74/SR.15, par. 18), Zambie (A/C.6/76/SR.15, par. 26) et Union africaine (76^e session, p. 4).

42. Un certain nombre de délégations sont partisans de l'idée de poursuivre la réflexion sur la compétence universelle au sein de la Sixième Commission¹⁶¹, d'autres disant à l'opposé le scepticisme que leur inspire cette solution¹⁶².

¹⁶¹ Gambie, au nom du Groupe des États d'Afrique (A/C.6/74/SR.14, par. 14), Mexique, au nom du Groupe de Rio (A/C.6/64/SR.12, par. 17), Arabie saoudite (A/C.6/73/SR.12, par. 23), Brésil (A/C.6/76/SR.14, par. 73), Chine (A/C.6/77/SR.12, par. 42), Colombie (A/C.6/76/SR.15, par. 59), Costa Rica (A/C.6/74/SR.17, par. 30), Cuba (A/C.6/77/SR.12, par. 57), États-Unis (A/C.6/77/SR.12, par. 29), Éthiopie (A/C.6/77/SR.12, par. 102), Gabon (A/C.6/74/SR.17, par. 54), Gambie (A/C.6/74/SR.17, par. 51), Haïti (A/C.6/76/SR.15, par. 38), Indonésie (A/C.6/73/SR.12, par. 36), Iran (République islamique d') (A/C.6/73/SR.12, par. 33), Kenya (A/C.6/74/SR.16, par. 20), Liban (A/C.6/70/SR.12, par. 95), Mexique (A/C.6/76/SR.14, par. 81), Myanmar (A/C.6/76/SR.15, par. 9), Norvège (A/C.6/71/SR.14, par. 37), Pakistan (A/C.6/74/SR.17, par. 23), Philippines (A/C.6/76/SR.14, par. 48), Pologne (A/C.6/70/SR.12, par. 74), Sénégal (A/C.6/75/SR.11, par. 61), Sierra Leone (A/C.6/74/SR.14, par. 25), Slovénie (soixante-quinzième session, p. 1), Suisse (soixante-quinzième session, p. 3), Soudan (A/C.6/74/SR.15, par. 19), Tchèque (A/C.6/77/SR.12, par. 54), Venezuela (République bolivarienne du) (A/C.6/76/SR.14, par. 53), Zambie (A/C.6/76/SR.15, par. 26), Saint-Siège (A/C.6/75/SR.11, par. 114), Union africaine (soixante-quinzième session, par. 11) et Union européenne (soixante-dixième session, p. 1).

¹⁶² Voir, par exemple. Chine (A/C.6/75/SR.11, par. 84), Tchèque (A/C.6/74/SR.15, par. 10), Fédération de Russie (A/C.6/76/SR.15, par. 56) et Sierra Leone (A/C.6/76/SR.14, par. 40).